
Troisième session, vingt-neuvième Législature

Third Session, Twenty-Ninth Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Projet de loi 71

Bill 71

Loi pour favoriser le développement
scolaire dans l'île de Montréal

An Act to promote school development
on the island of Montreal

Première lecture

First reading

M. CLOUTIER (Ahuntsic)

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

CHARLES-HENRI DUBÉ

QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1972



Projet de loi 71

Loi pour favoriser le développement
scolaire dans l'île de Montréal

ATTENDU qu'il importe, dans l'île de Montréal, de favoriser le développement des services éducatifs, d'assurer une démocratisation de l'administration scolaire, de susciter une coordination des efforts et une planification des ressources pour l'éducation de tous les enfants et de rationaliser les structures scolaires;

À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. Les municipalités scolaires décrites aux annexes A et B sont établies à compter du 1^{er} juillet 1973 par le maintien, la fusion, l'érection, l'annexion ou la modification de municipalités scolaires de la façon qui y est indiquée, sous réserve des changements qui peuvent être apportés subséquemment aux limites de ces municipalités conformément à la Loi de l'instruction publique (Statuts refondus, 1964, chapitre 235), telle que modifiée par la présente loi.

2. Les municipalités scolaires établies suivant l'article 1 sont, à compter du 1^{er} juillet 1973, sous l'autorité des commissions scolaires mentionnées aux annexes A et B, de la façon qui y est indiquée et sous le nom qui y est prévu, sous réserve des changements qui peuvent être apportés au nom de ces commissions scolaires conformément à la Loi de l'instruction

Bill 71

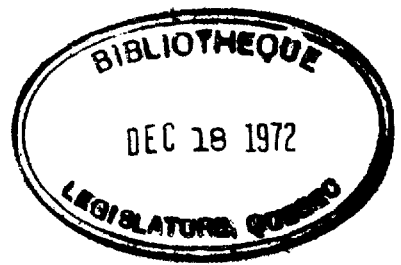
An Act to promote school development
on the island of Montreal

WHEREAS it is necessary to promote the development of educational services on the island of Montreal, and to ensure democratization of school administration, to encourage the coordination of efforts and the planning of resources for the education of all children and to rationalize school structures there;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. The school municipalities described in Schedules A and B shall be established from the 1st of July 1973 through the maintenance, union, erection, annexation or change of school municipalities in the manner indicated therein, subject to the alterations which may subsequently be made in the boundaries of such municipalities in accordance with the Education Act (Revised Statutes, 1964, chapter 235), as amended by this act.

2. The school municipalities established under section 1 shall, from the 1st of July 1973, be under the authority of the school boards mentioned in Schedules A and B, in the manner indicated therein and under the names provided therein, subject to the changes which may be made in the names of such school boards in accordance with the Education Act as



NOTES EXPLICATIVES

Ce projet prévoit le maintien ou le regroupement de certaines commissions scolaires qui existent sur l'île de Montréal, de façon à y retrouver, le premier juillet 1973, six commissions scolaires pour catholiques et deux commissions scolaires pour protestants.

Ces commissions scolaires assument, en règle générale, les mêmes fonctions que celles qui sont régies par les dispositions générales de la Loi de l'instruction publique. Elles sont cependant chargées de dispenser l'enseignement élémentaire et l'enseignement secondaire. Comme toutes autres commissions scolaires, elles devront, de plus, recevoir les enfants autres que catholiques ou protestants qui s'inscrivent dans leurs écoles.

Le projet prévoit, en outre, la création d'un Conseil scolaire chargé de pourvoir au financement, à la planification, en concertation avec elles, du développement de ces commissions scolaires ainsi qu'à l'organisation de services communs pouvant leur bénéficier.

À ces fins le projet contient trois séries de dispositions nouvelles.

Le premier groupe de ces dispositions traite du maintien et du regroupement des commissions scolaires existantes, tel que le tout est reflété dans les annexes A et B.

Le deuxième groupe de ces dispositions comprend des modifications à la Loi de l'instruction publique concernant le Conseil scolaire, les commissions scolaires et la taxation scolaire sur l'île de Montréal.

Ainsi le Conseil scolaire est composé de seize membres dont treize sont désignés parmi et par les membres des commissions scolaires et trois nommés par le gouvernement. Le président et le vice-président du Conseil sont élus par les membres ainsi

EXPLANATORY NOTES

This bill provides for the maintenance or regrouping of certain school boards existing on the island of Montreal, so as to have, on the first of July 1973, six school boards for Catholics and two school boards for Protestants.

Such school boards will in general assume the same functions as those governed by the general provisions of the Education Act. They will however be entrusted with providing elementary and secondary instruction. Like all other school boards they will also have to accept children other than Catholic or Protestant children who enrol in their schools.

The bill provides in addition for the creation of a School Council charged with providing for the financing of these school boards, and with planning, in consultation with them, for their development and for the organization of joint services that might benefit them.

For such purposes the bill contains three series of new provisions.

The first group of such provisions deals with the maintenance and regrouping of the existing school boards, as set out in full in Schedules A and B.

The second group of such provisions comprises amendments to the Education Act respecting the School Council, the school boards and school taxes on the island of Montreal.

Thus, the School Council will be composed of sixteen members, thirteen of whom will be designated from among and by the members of the school boards and three appointed by the Government. The president and vice-president of the Council will be elected by the

publique telle que modifiée par la présente loi.

amended by this act.

3. Les commissions scolaires visées à l'article 2 ne sont pas membres d'une commission scolaire régionale. Le Bureau métropolitain des écoles protestantes de Montréal, la Commission scolaire régionale Le Royer et la Commission scolaire régionale Lakeshore cessent d'exister le 1^{er} juillet 1973; les annexes A et B déterminent les commissions scolaires qui succèdent, à compter de cette date, aux droits et obligations de ce Bureau et de ces commissions régionales.

3. The school boards contemplated in section 2 shall not be members of a regional school board. The Protestant School Board of Greater Montreal, the Le Royer Regional School Board and the Lakeshore Regional School Board shall cease to exist on the 1st of July 1973; Schedules A and B shall determine the school boards which succeed, from such date, to the rights and obligations of such Board and regional boards.

4. La Loi de l'instruction publique (Statuts refondus, 1964, chapitre 235) est modifiée en insérant, après l'article 580, ce qui suit:

4. The Education Act (Revised Statutes, 1964, chapter 235) is amended by inserting after section 580 the following:

« ONZIÈME PARTIE

“PART XI

« DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE DANS L'ÎLE DE MONTRÉAL

“EDUCATION ON THE ISLAND OF MONTREAL

« SECTION I

“DIVISION I

« DÉFINITIONS

“DEFINITIONS

« **581.** Dans la présente partie, les expressions et mots suivants signifient:

“**581.** In this part, the following expressions and words mean:

a) « ile de Montréal »: l'ensemble des municipalités scolaires formées en vertu de l'article 1 de la Loi pour favoriser le développement scolaire dans l'île de Montréal (1972, chapitre *(insérer ici le numéro de chapitre du présent projet de loi)*);

(a) “island of Montreal”: all the school municipalities established under section 1 of the Act to promote school development on the island of Montreal (1972, chapter *(insert here chapter number of this bill)*);

b) « commission scolaire »: toute corporation scolaire visée à l'article 2 de la Loi pour favoriser le développement scolaire dans l'île de Montréal;

(b) “school board”: any school corporation contemplated in section 2 of the Act to promote school development on the island of Montreal;

c) « Conseil »: le Conseil scolaire de l'île de Montréal institué par l'article 582;

(c) “Council”: the School Council of the island of Montreal established by section 582;

d) « corporation municipale »: toute corporation municipale qui a juridiction en tout ou en partie sur l'île de Montréal;

(d) “municipal corporation”: every municipal corporation having jurisdiction in whole or in part over the island of Montreal;

e) « greffier »: le directeur des finances, le trésorier, le secrétaire-trésorier, le greffier ou le gérant, selon le cas, de toute corporation municipale.

(e) “clerk”: the director of finance, treasurer, secretary-treasurer, clerk or manager, as the case may be, of any municipal corporation.

désignés ou nommés. Le mandat des membres du Conseil est de trois ans. Le Conseil approuve les prévisions budgétaires des commissions scolaires, mais il ne peut, sans l'accord de celles-ci, réduire ces prévisions budgétaires en deçà d'un certain minimum déterminé dans le projet de loi. L'administration courante relève d'un comité exécutif qui peut en outre exercer les pouvoirs que lui délègue le Conseil scolaire. Le projet prévoit la fonction d'un directeur général du Conseil scolaire et la constitution d'un comité métropolitain des directeurs généraux des commissions scolaires. Le Conseil peut adopter des règlements applicables aux commissions scolaires et portant, notamment, sur des mesures propres à assurer: le rattrapage dans les milieux défavorisés en matière d'éducation, le développement de l'éducation de l'enfance inadaptée et de l'éducation des adultes, l'organisation de cours d'études pour des personnes autres que catholiques ou protestantes, une utilisation rationnelle des équipements scolaires, le développement de services communautaires. Enfin, le Conseil a en outre la responsabilité de recommander au ministre de l'éducation un plan général de restructuration scolaire de l'île de Montréal et, s'il y a lieu, des plans particuliers ou intermédiaires en vue d'une restructuration graduelle.

Quant aux commissions scolaires, des dispositions du projet portent sur le nombre de commissaires et sur l'élection de ces derniers, dans chacune d'elles, au suffrage universel et pour un mandat de trois ans. La majeure partie de la Loi de l'instruction publique s'applique à ces commissions en ce qui concerne les fonctions qu'elles exercent, leur mode d'administration de même que leurs droits et obligations. Elles doivent, toutefois, soumettre au Conseil leurs prévisions budgétaires et lui transmettre à la fin de chaque année leurs états financiers. Certains des actes que ces dernières posent sont soumis à l'approbation du Conseil et du ministre de l'Éducation.

Le projet prévoit de nouvelles dispositions en matière de taxation scolaire sur l'île de Montréal, à compter du 1^{er} juillet 1973. Il prévoit que les immeubles ne seront plus inscrits sur une liste catholique, une liste protestante ou une liste neutre, mais qu'ils feront désormais partie d'une catégorie groupant les immeubles qui sont la propriété de

members so designated or appointed. The term of the members of the Council will be three years. The Council will approve the budgetary estimates of the school boards, but may not, without their agreement, reduce such budgetary estimates below a certain minimum determined in the bill. The day-to-day administration will be under an executive committee which may also exercise the powers delegated to it by the School Council. The bill provides the office of director-general of the School Council and the establishment of a metropolitan committee of directors-general of the school boards. The Council may adopt by-laws applicable to the school boards, bearing, in particular, on measures calculated to ensure upgrading instruction in underprivileged areas, development of education for handicapped children and of adult education, establishment of courses of study for persons other than Catholics or Protestants, rational use of school equipment, and development of community services. Finally, the Council will have the further responsibility of recommending to the Minister of Education a general plan of school reorganization for the island of Montreal and, if expedient, special or intermediate plans for a gradual reorganization.

As to the school boards, certain provisions of the bill deal with the number of commissioners and their election to each board by universal suffrage and for a term of three years. The greater part of the Education Act applies to such boards in what respects the functions they exercise, their mode of administration and their rights and obligations. They must, however, submit their budgetary estimates to the Council and transmit their financial statements to it at the end of each year. Certain of the acts the boards perform will be subject to the approval of the Council and of the Minister of Education.

The bill makes new provisions regarding school taxes on the island of Montreal, from the 1st of July 1973. It provides that immovables will no longer be entered on a Catholic panel, a Protestant panel or a neutral panel, but will henceforth belong either to a class grouping immovables that are the property of individuals or a class

« SECTION II

« CONSEIL SCOLAIRE DE L'ÎLE DE MONTRÉAL

« § 1.—*Constitution et composition*

« **582.** Un organisme est institué sous le nom, en français de « Conseil scolaire de l'île de Montréal » et, en anglais, de « School Council of the island of Montreal ».

« **583.** Le Conseil est une corporation au sens du Code civil et il peut en exercer tous les pouvoirs en outre des pouvoirs spéciaux que lui confère la présente loi; il est de plus investi des pouvoirs particuliers que la présente partie lui confère à l'égard des commissions scolaires de l'île de Montréal.

« **584.** Le Conseil a son siège social dans la Ville de Montréal; il peut toutefois le transporter dans une autre corporation municipale; un tel changement entre en vigueur sur publication d'un avis à cet effet dans la *Gazette officielle du Québec*.

« **585.** Le Conseil est composé de seize membres désignés ou nommés de la façon suivante:

a) La Commission des écoles catholiques de Montréal désigne, dans les trente jours qui suivent l'élection de ses membres, cinq personnes parmi ses membres;

b) le Bureau des écoles protestantes du Grand Montréal désigne, dans les trente jours qui suivent l'élection de ses membres, deux personnes parmi ses membres;

c) chaque commission scolaire autre que celles visées aux paragraphes a et b désigne, dans les trente jours qui suivent l'élection de ses membres, une personne parmi ses membres;

d) le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre qui effectue les consultations appropriées, nomme au Conseil, dans les trente jours qui suivent l'élection des commissaires d'écoles, trois autres membres parmi des personnes domiciliées dans l'île de Montréal.

"DIVISION II

"SCHOOL COUNCIL OF THE ISLAND OF MONTREAL

"§ 1.—*Constitution and composition*

"**582.** A body is established under the name of "School Council of the island of Montreal" in English and "Conseil scolaire de l'île de Montréal" in French.

"**583.** The Council shall be a corporation within the meaning of the Civil Code and shall have all the powers of such a corporation in addition to the special powers conferred upon it by this act; it shall also have the special powers conferred upon it by this Part respecting the school boards of the island of Montreal.

"**584.** The corporate seat of the Council shall be in the City of Montreal, but the Council may transfer it to another municipal corporation; such a change shall come into force upon publication of a notice to that effect in the *Québec Official Gazette*.

"**585.** The Council shall consist of sixteen members designated or appointed in the following manner:

(a) the Montreal Catholic School Commission shall designate, within thirty days following the election of its members, five persons from among its members;

(b) the Protestant School Board of Greater Montreal shall designate, within thirty days following the election of its members, two persons from among its members;

(c) each school board other than those contemplated in subparagraphs a and b shall, within thirty days following the election of its members, designate one person from among its members;

(d) the Lieutenant-Governor in Council, on the recommendation of the Minister, who shall hold the appropriate consultations, shall appoint to the Council, within the thirty days following the election of the school commissioners, three other members from among persons domiciled on the island of Montreal.

particuliers ou d'une autre catégorie groupant ceux qui sont la propriété de corporations. De plus, tout immeuble appartenant à un particulier et évalué à plus de \$100,000, fera l'objet d'une surtaxe pour la partie qui excède ce montant; le taux alors applicable sera le même que celui qui sera en vigueur à l'égard des immeubles possédés par les corporations. Le taux de la taxe des particuliers et celui de la taxe des corporations seront déterminés par le Conseil pour l'année scolaire 1973/1974 et pour les années subséquentes. Les taxes seront perçues par les corporations municipales et remises au Conseil; l'évaluation des immeubles est régie par la Loi sur l'évaluation foncière.

Le dernier groupe de dispositions du projet porte sur des mesures transitoires et spéciales.

Ainsi le Conseil scolaire de l'île de Montréal sera formé à la sanction de la loi et sera chargé, jusqu'au 1^{er} juillet 1973, date de la formation des nouvelles commissions scolaires, de prendre les mesures nécessaires pour faciliter l'application de la loi; il sera composé, jusqu'au moment de la désignation permanente de ses membres, de seize personnes, dont treize désignées par et parmi les membres des commissions scolaires existantes et trois nommées par le gouvernement. Les membres provisoires du Conseil élisent parmi eux le président et le vice-président.

Des comités d'implantation sont aussi constitués pour assurer la mise en place et le bon fonctionnement des commissions scolaires nouvelles. Ceux-ci, sous la coordination du Conseil, procèdent à l'inventaire des actifs et passifs, élaborent un plan de répartition de ces actifs et passifs, dressent un plan d'intégration du personnel en effectuant les consultations appropriées auprès des associations les plus représentatives des cadres et autres employés, préparent les budgets des commissions scolaires nouvelles et l'élection scolaire de juin 1973 pour ces commissions. Le Conseil, de plus, approuve les budgets ainsi préparés par les comités d'implantation et les soumet au ministre de l'éducation, et il se prévaut, pour l'année scolaire 1973/1974, des dispositions de la nouvelle taxation scolaire applicable à l'île de Montréal.

Les commissions scolaires nouvelles succèdent, le 1^{er} juillet 1973, aux droits et obliga-

grouping immoveables that are the property of corporations. In addition, every immovable owned by an individual and assessed at more than \$100,000 will be subject to a surtax on the part that exceeds such amount; the rate then applicable will be the same as that then in force in respect of immoveables owned by corporations. The rates of the taxes on individuals and on corporations will be determined by the Council for the school year 1973/1974 and for the subsequent years. The taxes will be collected by the municipal corporations and remitted to the Council; the assessment of immoveables will be governed by the Real Estate Assessment Act.

The last group of provisions of the bill deals with transitional and special measures.

Under them, the School Council of the island of Montreal will be formed upon sanction of the act and, until the 1st of July 1973, when the new school boards will be established, will be charged with taking the necessary measures to facilitate the application of the act; until its members are permanently designated, it will consist of sixteen persons, including thirteen designated by and from among the members of the existing school boards and three appointed by the Government. The provisional members of the Council will elect the president and the vice-president from among themselves.

Founding committees are also established to ensure the establishment and proper operation of the new school boards. The boards, under the coordination of the Council will make an inventory of assets and liabilities, prepare a plan for the apportionment of such assets and liabilities, prepare a plan for integrating the staff, holding appropriate consultations with the associations most representative of the senior staff and other employees, and prepare the budgets of the new school boards and the school elections of June 1973 for these boards. The Council will also approve the budgets so prepared by the founding committees and submit them to the Minister of Education and will, for the school year 1973/1974, avail itself of the new provisions regarding school taxes applicable to the island of Montreal.

On the 1st of July 1973, the new school boards will succeed to the rights and obliga-

À défaut par une commission scolaire de faire cette désignation dans le délai imparti, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du ministre, faire la nomination parmi les membres de cette commission scolaire.

Chaque commission scolaire qui ne compte qu'un membre au sein du Conseil peut désigner un autre de ses commissaires comme substitut régulier pour siéger et voter à la place de ce membre lorsque celui-ci est absent du Conseil et pour la même durée de mandat. Un tel substitut peut en outre assister à toutes les séances régulières ou spéciales du Conseil, mais sans droit de vote et sans voix délibérante.

L'article 165 s'applique *mutatis mutandis* aux membres du Conseil et aux substituts.

« 586. Les honoraires, allocations ou traitements ou, suivant le cas, les traitements additionnels de chacun des membres du Conseil et des substituts sont fixés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

« 587. Aucun fonctionnaire ou employé d'une commission scolaire ou du Conseil ne peut être désigné ni nommé membre ou substitut du Conseil; il en est de même de toute personne qui a une entreprise ou un contrat pour le Conseil ou pour une commission scolaire, ainsi que des cautions des employés du Conseil et des cautions du secrétaire-trésorier d'une commission scolaire.

Les dispositions de la Loi sur la fraude et la corruption dans les affaires municipales (chap. 173) s'appliquent, *mutatis mutandis*, aux membres du Conseil et aux substituts de la même manière qu'aux membres d'un conseil municipal ou conseillers et le Conseil est réputé être un conseil municipal au sens de ladite loi.

« § 2.—Mandat

« 588. La durée du mandat des membres désignés par les commissions scolaires est la même que celle de leur mandat comme commissaires d'écoles. La durée du mandat des membres nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil expire le jour des élections générales des commissaires d'écoles de l'île de Montréal.

If a school board fails to designate such members within the delay prescribed, the Lieutenant-Governor in Council may make the appointment from among the members of that school board on the recommendation of the Minister.

Each school board having only one member on the Council may designate another of its commissioners as a regular substitute for sitting and voting in place of the member when he is absent from the Council and for the same term of office. Such substitute may also attend all regular or special sittings of the Council, but is not entitled to vote and may not participate in the proceedings.

Section 165 applies *mutatis mutandis* to the members of the Council and substitutes.

“586. The fees, allowances or salary or the additional salary, as the case may be, of each member of the Council and of substitutes shall be fixed by the Lieutenant Governor in Council.

“587. No officer or employee of a school board or of the Council shall be designated or appointed a member of the Council or a substitute; the same applies to any person who has an undertaking or contract with the Council or a school board, and to the sureties of the employees of the Council and those of the secretary-treasurer of a school board.

The provisions of the Municipal Bribery and Corruption Act (Chap. 173) apply *mutatis mutandis* to the members of the Council and substitutes in the same manner as to the members of a municipal council or councillors and the Council is deemed a municipal council within the meaning of that act.

“§ 2.—Term of office

“588. The term of office of the members designated by the school boards shall be of the same duration as that of their term as school commissioners. The term of the members appointed by the Lieutenant-Governor in Council shall expire on the day of the general election of school commissioners for the island of Montreal.

tions des commissions scolaires existantes; les personnes à l'emploi des commissions scolaires existantes, le 30 juin 1973, deviennent des employés soit du Conseil, soit des commissions scolaires nouvelles, le 1^{er} juillet suivant, conformément au plan d'intégration dressé par les comités d'implantation ou le Conseil; le projet maintient toutefois les droits et obligations des employés, des associations accréditées pour les représenter et des commissions scolaires existantes à leur égard.

Jusqu'au 1^{er} juillet 1973, les commissions scolaires existantes doivent obtenir l'assentiment du comité d'implantation ou du Conseil pour contracter une obligation ayant effet après cette date ou pour retenir les services d'une personne.

Le projet contient une disposition particulière pour le territoire de la commission scolaire protestante de Harwood qui, tout en étant rattaché à la commission scolaire nouvelle de Lakeshore, demeure assujéti aux fins de la taxation scolaire au régime des autres commissions scolaires extérieures à l'île de Montréal.

Enfin le projet contient des dispositions qui amendent ou abrogent des dispositions de lois particulières pour donner application aux mesures contenues dans le projet.

tions of the existing school boards; the persons in the employ of the existing school boards on the 30th of June 1973 will become the employees of either the Council or the new school boards on the following 1st of July, in accordance with the integration plan prepared by the founding committees or the Council; the bill maintains however the rights and obligations of the employees, of the associations certified for representing them and of the existing school boards in regard to them.

Until the 1st of July 1973, an existing school board must obtain the consent of the founding committee or of the Council to contract an obligation having effect after that date or to hire any person.

The bill contains a special provision for the territory of the Protestant school board of Harwood which, while included in the new Lakeshore school board, will remain subject for the purposes of school taxes to the regime of the school boards outside the island of Montreal.

Finally, the bill contains provisions that amend or repeal provisions of special acts to make way for application of measures contained in the bill.

Toutefois, sous réserve de l'article 589, les membres du Conseil demeurent en fonction, nonobstant l'expiration de leur mandat, jusqu'au jour où ils sont remplacés ou nommés de nouveau.

« **589.** Une personne cesse d'être membre du Conseil si elle décède, si elle perd la qualité nécessaire à sa nomination ou désignation, si elle refuse d'accepter la charge ou si elle démissionne par écrit.

Elle cesse aussi d'être membre si elle est absente des séances du Conseil pendant quatre mois consécutifs.

« **590.** Toute vacance est comblée par l'autorité qui a nommé ou désigné le membre dont le siège est devenu vacant, mais seulement pour la durée non écoulée du mandat de la personne à remplacer. À défaut par une commission scolaire de faire le remplacement dans les trente jours de la vacance, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du ministre, faire la nomination parmi les membres de cette commission scolaire.

« § 3.—*Pouvoirs et devoirs du Conseil*

« **591.** Le Conseil, en concertation avec les commissions scolaires, pourvoit à leur financement, à la planification de leur développement ainsi qu'à l'organisation de services communs pouvant leur bénéficier; à cette fin, il peut, sous réserve des règlements édictés en vertu du paragraphe 1^o du premier alinéa de l'article 16, adopter des règlements qui sont applicables aux commissions scolaires.

Ces règlements peuvent notamment porter sur des mesures propres à assurer:

- a) le rattrapage dans les milieux défavorisés en matière d'éducation;
- b) le développement de l'éducation de l'enfance inadaptée et de l'éducation des adultes;
- c) l'organisation de cours d'études pour des personnes autres que catholiques ou protestantes;
- d) une utilisation des équipements scolaires qui soit à la fois rationnelle et juste pour les diverses clientèles à desservir;
- e) des ententes entre les commissions scolaires, les corporations municipales ou tout autre organisme aux fins de favoriser

However, subject to section 589, the members of the Council shall remain in office, notwithstanding the expiry of their term, until replaced or reappointed.

“**589.** A person shall cease to be a member of the Council if he dies, loses the qualifications necessary for appointment or designation, refuses to accept office or resigns in writing.

He shall also cease to be a member if he is absent from the sittings of the Council for four consecutive months.

“**590.** Every vacancy shall be filled by the authority which appointed or designated the member whose seat has become vacant, but only for the unexpired portion of the term of the person to be replaced. If a school board fails to make the replacement within thirty days of the vacancy, the Lieutenant-Governor in Council may make the appointment from among the members of that school board, on the recommendation of the Minister.

« § 3.—*Powers and duties of the Council*

“**591.** The Council shall in consultation with the school boards provide for their financing and development planning, and for the organization of joint services for their benefit; for that purpose, it may, subject to the regulations made under subparagraph 1 of the first paragraph of section 16, adopt by-laws applicable to the school boards.

Such by-laws may in particular relate to measures calculated to ensure:

- (a) upgrading instruction in underprivileged areas;
- (b) development of education for handicapped children and adult education;
- (c) establishment of courses of study for persons other than Catholics or Protestants;
- (d) rational and fair use of school equipment for the various groups to be served;
- (e) agreements between school boards, municipal corporations or any other body to promote the development of community

le développement de services communautaires.

Le Conseil étudie et approuve les budgets des commissions scolaires et les soumet au ministre; il impose le taux des taxes requises pour la réalisation de ses objets et de ceux des commissions scolaires, reçoit le produit de telles taxes et les subventions gouvernementales applicables aux commissions scolaires.

« 592. Le Conseil peut en outre :

a) faire sur son crédit des emprunts de deniers par tout mode reconnu par la loi et spécialement par lettre de change, billet ou autre effet négociable;

b) assumer les hypothèques sur les immeubles qu'il acquiert;

c) pour ses besoins et ceux des commissions scolaires, émettre des obligations ou autres titres ou valeurs et les vendre, échanger, nantir ou mettre en gage, conformément aux articles 229, 230, 230a, au paragraphe 6 de l'article 231 et aux articles 232 à 234 qui lui deviennent applicables; le principal et les intérêts des obligations émises sont à la charge du fonds général du Conseil et des commissions scolaires; ces obligations constituent un engagement direct, général et inconditionnel du Conseil et des commissions scolaires et prennent rang concurremment et *pari passu* avec tous les autres engagements du Conseil et des commissions scolaires relatifs à des emprunts de deniers;

d) placer ses fonds de toute manière jugée appropriée, soit en son nom, soit au nom de fiduciaires;

e) accepter tout don, legs ou autre libéralité;

f) acquérir, posséder, louer, prendre à bail, détenir, administrer et aliéner des biens, meubles et immeubles, par tous modes légaux et à tout titre sans être assujetti à la Loi de la mainmorte (chap. 276);

g) adopter des règlements pour sa régie interne;

h) conclure des conventions, pour fins scolaires, avec toute personne, institution ou corporation.

Le Conseil ne peut toutefois exercer les pouvoirs mentionnés aux paragraphes a et c sans l'autorisation du ministre.

services.

The Council shall study and approve the budgets of the school boards, and submit them to the Minister; it shall provide the rate of the taxes required for the attainment of its objects and those of the school boards, and receive the proceeds from such taxes and the government grants applicable to school boards.

« 592. The Council may also :

(a) borrow money on its credit by any method recognized by law and especially by bill of exchange, note or other negotiable instrument;

(b) assume the hypothecs on the immoveables which it acquires;

(c) for its own needs and those of the school boards, issue bonds or other titles of indebtedness or securities and sell, exchange, mortgage or pledge them in accordance with sections 229, 230 and 230a, subsection 6 of section 231 and sections 232 to 234, which shall become applicable to it; the principal and interest on bonds issued shall be charged to the general funds of the Council and of the school boards; such bonds shall constitute a direct, general and unconditional undertaking of the Council and of the school boards, of equal rank and *pari passu* with all other undertakings of the Council and of the school boards in respect of loans of money;

(d) invest its funds in any manner considered suitable, either in its own name or in the name of trustees;

(e) accept any gift, legacy or other liberality;

(f) acquire, possess, lease, hold, administer and alienate any moveable or immoveable property, by all legal methods and under any title, without being subject to the Mortmain Act (Chap. 276);

(g) adopt by-laws for its internal management;

(h) make agreements for school purposes with any person, institution or corporation.

The Council shall not however exercise the powers mentioned in subparagraphs a and c without the authorization of the Minister.

Le Conseil ne peut non plus acquérir, aliéner un immeuble, le construire, l'agrandir, le transformer ou le démolir sans l'autorisation du ministre, lorsque le coût de l'opération excède \$100,000; il ne peut non plus, sans cette autorisation, prendre à bail un immeuble pour plus de trois ans ou pour un loyer annuel de plus de \$100,000.

Aux fins de l'alinéa précédent, le ministre peut accorder, selon les modalités et conditions qu'il détermine, une autorisation générale pour les actes prévus spécifiquement dans le budget d'investissement qu'il approuve.

« **593.** Le Conseil a, en outre, la responsabilité d'élaborer un plan général de restructuration scolaire de l'île de Montréal et s'il y a lieu, des plans particuliers ou intermédiaires en vue d'une restructuration graduelle.

À cette fin, le Conseil procède à une étude objective et approfondie des facteurs pertinents à un plan de restructuration scolaire adéquat et effectue les consultations appropriées.

Le Conseil doit soumettre ses recommandations au ministre dès que possible mais au plus tard le 31 décembre 1975, et un rapport d'étape indiquant l'orientation générale de ses recommandations principales avant le 31 décembre 1974. Le ministre peut, à la demande du Conseil, reporter d'un an ces échéances.

À la demande du ministre, le Conseil est tenu, le cas échéant, de réviser son plan général ou une partie de celui-ci ou d'en soumettre un nouveau dans un délai maximum d'un an.

« **594.** Les dispositions des autres parties de la présente loi ne s'appliquent pas au Conseil sauf celles qui lui sont rendues explicitement applicables.

« **595.** Le fac-similé de la signature du président du Conseil peut être gravé, lithographié ou imprimé sur les obligations émises par le Conseil et tel fac-similé a le même effet que si la signature elle-même y était apposée.

Le fac-similé des signatures du président et de la personne désignée à cette fin

Nor shall the Council acquire, alienate, construct, enlarge, alter or demolish an immoveable without the authorization of the Minister when the cost of the operation exceeds \$100,000; nor shall it, without such authorization, lease an immoveable for more than one year or for an annual rental exceeding \$100,000.

For the purposes of the preceding paragraph, the Minister may grant, according to the terms and conditions that he determines, a general authorization for the acts specifically provided for in the investment budget that he approves.

“**593.** The Council shall also be responsible for preparing a general plan of school reorganization for the island of Montreal and, if expedient, special or intermediate plans for a gradual reorganization.

For that purpose, the Council shall make an objective and intensive study of the factors pertinent to an adequate school reorganization plan and shall hold the appropriate consultations.

The Council must submit its recommendations to the Minister as soon as possible but not later than the 31st of December 1975, and an interim report indicating the general orientation of its principal recommendations before the 31st of December 1974. The Minister may, at the request of the Council, defer such dates by one year.

At the request of the Minister, the Council must, if necessary, revise its general plan or part of it or submit a new one within a maximum delay of one year.

“**594.** The other Parts of this act do not apply to the Council except those made expressly applicable to it.

“**595.** A facsimile of the signature of the president of the Council may be engraved, lithographed or printed on the bonds issued by the Council and such facsimile shall have the same effect as if the signature itself were affixed thereto.

A facsimile of the signatures of the president and of the person designated for

suisant l'article 609 peut être gravé, lithographié ou imprimé sur les billets, coupons d'obligations et sur les chèques émis par le Conseil et tel fac-similé a le même effet que si les signatures elles-mêmes y étaient apposées.

« **596.** Le Conseil peut exercer pour ses fins le pouvoir prévu à l'article 252 qui s'applique à lui *mutatis mutandis*.

« **597.** Le Conseil peut effectuer un recensement des enfants de moins de 21 ans domiciliés dans le territoire d'une ou de plusieurs commissions scolaires aux conditions, à l'époque et de la manière qu'il juge convenable et recueillir à cette occasion les renseignements utiles ou nécessaires à la réalisation de ses objets.

« **598.** Le Conseil peut établir un régime de retraite pour les membres de son personnel, suivant les termes et conditions visés à l'article 245 qui s'applique à lui *mutatis mutandis*.

« **599.** Le Conseil peut souscrire au bénéfice des membres de son personnel et de leurs dépendants un contrat d'assurance collective suivant les termes et conditions visés à l'article 248 qui s'applique à lui *mutatis mutandis*.

« **600.** Le Conseil fixe, par résolution, la date avant laquelle les commissions scolaires doivent lui transmettre leurs prévisions budgétaires pour chaque année scolaire.

Il doit, en consultation avec chaque commission scolaire intéressée, étudier, approuver ou modifier les prévisions budgétaires qui lui sont ainsi transmises.

Le Conseil ne peut cependant, sans l'accord d'une commission scolaire, réduire les prévisions budgétaires de celle-ci en deçà du montant minimum résultant de l'application des règles du ministre concernant les dépenses admissibles aux fins de subventions, à moins qu'une dépense prévue et le service visé par ladite dépense ne soient assumés, en tout ou en partie, par le Conseil.

that purpose under section 609 may be engraved, lithographed or printed on the notes, coupons of bonds and on the cheques issued by the Council, and such facsimile shall have the same effect as if the signatures themselves were affixed thereto.

“**596.** The Council may for its purposes exercise the power provided in section 252, which applies to it *mutatis mutandis*.

“**597.** The Council may make a census of the children under 21 years of age domiciled in the territory of one or more school boards on the conditions, at the time and in the manner it considers suitable and collect in such regard the information useful or necessary to attain its objects.

“**598.** The Council may establish a retirement plan for the members of its staff according to the terms and conditions contemplated in section 245, which apply to it *mutatis mutandis*.

“**599.** The Council may for the benefit of the members of its staff and their dependents take out a group insurance contract according to the terms and conditions contemplated in section 248, which apply to it *mutatis mutandis*.

“**600.** The Council shall fix by resolution the date before which the school boards must send it their budgetary estimates for each school year.

In consultation with each school board concerned, it shall study, approve or change the budgetary estimates so sent to it.

The Council shall not however, without the agreement of a school board, reduce the budgetary estimates of the board below the minimum amount obtained by application of the rules of the Minister respecting expenditures allowable for purposes of grants unless an expenditure provided for and the service contemplated by such expenditure is assumed in whole or in part by the Council.

Dans les prévisions budgétaires d'une commission scolaire, le Conseil peut, au-delà du minimum visé à l'alinéa précédent, allouer un montant, d'un pourcentage qu'il détermine, pour des dépenses qui excèdent celles visées audit alinéa.

Le Conseil doit, chaque année, avant la date déterminée par le ministre, préparer et soumettre au ministre son budget de fonctionnement, d'investissement et de service de la dette pour l'année scolaire suivante. Ce budget doit comprendre les prévisions budgétaires des commissions scolaires. Il en transmet copie aux commissions scolaires.

Le budget doit maintenir l'équilibre entre les revenus et les dépenses.

Ce budget est sans effet tant qu'il n'a pas été approuvé par le ministre.

En cas d'urgence ou de nécessité, le ministre peut autoriser spécialement le Conseil à encourir des dépenses qui n'ont pas fait l'objet d'une approbation en vertu du présent article.

L'article 13 s'applique au Conseil *mutatis mutandis*.

« **601.** Le Conseil verse, chaque année, aux dates qu'il détermine, les montants requis pour permettre aux commissions scolaires d'administrer leur budget.

« **602.** Le Conseil transmet ses états financiers au ministre, dans les quatre-vingt-dix jours qui suivent la fin de chaque année scolaire; il joint à ses états financiers les états financiers de chacune des commissions scolaires. Il transmet aussi aux commissions scolaires copie de ces états financiers.

L'article 350 s'applique *mutatis mutandis* au Conseil.

« § 4.—*Président, vice-président et comité exécutif*

« **603.** Lorsque tous les membres du Conseil ont été désignés ou nommés conformément à l'article 585, ceux-ci doivent s'assembler pour élire parmi eux un président et un vice-président. La convocation des membres du Conseil se fait, à cette fin, par le directeur général au moyen d'un avis spécial d'au moins trois jours francs,

In the budgetary estimates of a school board, the Council may, in addition to the minimum contemplated in the preceding paragraph, allot an amount, of the percentage it determines, for expenditures exceeding those contemplated in that paragraph.

The Council must each year, before the date fixed by the Minister, prepare and submit to him its operating, investment and debt service budget for the ensuing school year. Such budget shall include the budgetary estimates of the school boards. It shall send copy of it to the school boards.

The budget must balance revenue and expenditures.

Such budget shall have no effect until approved by the Minister.

In cases of urgency or necessity, the Minister may specially authorize the Council to incur expenditures not approved under this section.

Section 13 applies to the Council *mutatis mutandis*.

“**601.** The Council shall pay each year, on the dates it determines, the amounts required to enable the school boards to administer their budgets.

“**602.** The Council shall send its financial statements to the Minister within ninety days after the end of each school year; it shall attach to its financial statements those of each school board. It shall also send copy of these financial statements to the school boards.

Section 350 applies *mutatis mutandis* to the Council.

“§ 4.—*President, vice-president and executive committee*

“**603.** When all the members of the Council have been designated or appointed in accordance with section 585, they shall meet to elect from among themselves a president and a vice-president. The members of the Council shall be called, for that purpose, by the director general by a special notice of at least three clear days,

signifié conformément aux articles 305 et suivants.

Jusqu'à l'élection du président, la séance au cours de laquelle cette élection doit être faite est présidée par l'un des membres du Conseil, pour qui cependant l'article 607 ne s'applique pas.

Si l'élection du président et du vice-président ou de l'un d'eux n'a pas eu lieu à la première séance qui suit la convocation ou dans les trente jours qui ont suivi cette séance, ou si, trente jours après que tous les membres ont été désignés ou nommés aucune convocation en vue de telle élection n'a été effectuée, le ministre peut désigner le président et le vice-président, ou l'un d'eux, parmi les membres du Conseil.

La durée du mandat du président et du vice-président est la même que celle de leur mandat comme membres du Conseil. Sous réserve de l'article 589, ils demeurent cependant en fonction jusqu'à ce qu'ils soient choisis de nouveau ou remplacés.

Toute vacance à la fonction de président ou de vice-président ou de membre du comité exécutif est comblée par les membres du Conseil dans les trente jours qui suivent la vacance, ou par le ministre après ce délai.

« **604.** L'administration courante du Conseil relève d'un comité exécutif qui exerce en outre les autres pouvoirs qui lui sont délégués par règlement du Conseil.

Le comité exécutif établit ses règles de fonctionnement par règlement approuvé par le Conseil.

« **605.** Le comité exécutif se compose d'au moins cinq et d'au plus sept membres du Conseil, incluant le président et le vice-président du Conseil. Les autres membres sont désignés par le Conseil lors de la séance prévue à l'article 603 ou dans les trente jours qui suivent.

La durée du mandat des membres du comité exécutif est la même que celle de leur mandat comme membre du Conseil.

Les honoraires, allocations, traitements ou traitements additionnels du président et du vice-président ou des autres mem-

served in accordance with sections 305 and following.

Until the election of the president, the sitting at which such election must be held shall be presided over by one of the members of the Council, to whom section 607, however, does not apply.

If the election of the president and the vice-president or of either of them is not held at the first sitting after the calling or within the thirty days after such sitting, or if, thirty days after all the members have been designated or appointed, no call to hold such election has been made, the Minister may designate the president and the vice-president or either of them from among the members of the Council.

The term of office of the president and the vice-president shall be the same as that of their term as members of the Council. Subject to section 589, they shall remain in office, however, until chosen again or replaced.

Any vacancy in the office of president, vice-president or member of the executive committee shall be filled by the members of the Council within thirty days following the vacancy or, after such delay, by the Minister.

« **604.** The day-to-day administration of the Council shall be under an executive committee which shall also exercise the other powers delegated to it by by-law of the Council.

The executive committee shall establish its rules of operation by by-law approved by the Council.

« **605.** The executive committee shall consist of at least five and not more than seven members of the Council including the president and the vice-president of the Council. The other members shall be designated by the Council at the meeting provided for in section 603 or within the thirty following days.

The term of the members of the executive committee shall be the same as their term as members of the Council.

The fees, allowances, salaries or additional salaries of the president and vice-president or the other members of the

bres du comité exécutif sont fixés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

« **606.** Le président préside les délibérations du Conseil et du comité exécutif.

Il est d'office membre de tout comité constitué par le comité exécutif ou par le Conseil.

« **607.** Le président a droit, au Conseil et au comité exécutif, à un vote prépondérant, en plus de son vote comme membre du Conseil ou du comité exécutif, en cas de partage égal des voix.

« **608.** Au cas d'absence ou d'incapacité d'agir du président, il est remplacé par le vice-président. Si le vice-président est aussi absent ou incapable d'agir, il est remplacé par un autre membre du Conseil désigné à cette fin par ce dernier.

Le vice-président ou le membre qui le remplace a les mêmes pouvoirs et est assujéti aux mêmes obligations que le président.

« § 5.—*Structure du Conseil*

« **609.** Pour remplir les devoirs qui lui sont conférés par la présente loi, le Conseil crée, par règlement, différents services et en établit le champ d'activités.

Il nomme un directeur général et le personnel de cadre et de gérance requis pour l'administration et définit leurs attributions.

Le Conseil peut, par règlement, déléguer certains de ses droits, pouvoirs et obligations au directeur général et au personnel de cadre à son emploi. Les droits, pouvoirs et obligations ainsi délégués au personnel de cadre s'exercent sous la direction du directeur général.

« **610.** Sans restreindre la généralité de l'article précédent, le directeur général, sous l'autorité du Conseil et du comité exécutif, assume la direction des affaires et activités du Conseil, exerce un droit de surveillance et de contrôle sur les employés du Conseil et veille à l'observance et à l'exécution des règlements et décisions

executive committee shall be fixed by the Lieutenant-Governor in Council.

“**606.** The president shall preside over the proceedings of the Council and of the executive committee.

He shall be a member *ex officio* of every committee established by the executive committee or the Council.

“**607.** In the case of a tie-vote, in the Council and in the executive committee, the president shall be entitled to a casting vote in addition to his vote as a member of the Council or of the executive committee.

“**608.** If the president is absent or unable to act, he shall be replaced by the vice-president. If the vice-president is also absent or unable to act, he shall be replaced by another member of the Council appointed for that purpose by the Council.

The vice-president or the member replacing him shall have the same powers and be subject to the same obligations as the president.

“§ 5.—*Structure of the Council*

“**609.** To carry out the duties conferred upon it by this act, the Council, by by-law, shall establish various services and determine their fields of activity.

It shall appoint a director-general and the staff and management required for administration and define their functions.

The Council may, by by-law, delegate certain of its rights, powers and obligations to the director-general and to the senior staff in its employ. The rights, powers and obligations so delegated to the staff shall be exercised under the direction of the director-general.

“**610.** Without restricting the generality of the foregoing, the director-general, under the authority of the Council and executive committee, shall assume the direction of the affairs and activities of the Council, exercise a right of supervision and control over the employees of the Council and see to the observance

du Conseil et du comité exécutif. Il a, notamment, les attributions et devoirs qui suivent:

a) assister aux séances du Conseil et aux réunions du comité exécutif et aviser les membres du Conseil et du comité exécutif sur toute question prise en considération par eux;

b) obtenir, examiner et présenter au Conseil ou au comité exécutif les projets préparés par les différents services sur les matières qui requièrent l'approbation du Conseil ou du comité exécutif;

c) préparer les estimations budgétaires en collaboration avec les chefs de services et les soumettre au comité exécutif et au Conseil;

d) s'assurer que le budget du Conseil est administré conformément aux affectations qu'il comporte;

e) engager le personnel professionnel et de soutien requis, conformément aux politiques d'engagements adoptées par le Conseil et selon les prévisions budgétaires approuvées;

f) assurer la liaison entre le Conseil ou le comité exécutif et les chefs de services;

g) présider le comité métropolitain des directeurs généraux visé à l'article 611.

Au cas d'absence ou d'incapacité d'agir du directeur général, le Conseil désigne, parmi son personnel de cadre, une personne pour le remplacer: celle-ci a alors les mêmes pouvoirs et est assujettie aux mêmes obligations que le directeur général.

« **611.** Le Conseil établit, par règlement, sous la direction du directeur général, un comité métropolitain des directeurs généraux au sein duquel siègent les directeurs généraux des commissions scolaires. Ce comité agit à titre consultatif auprès du directeur général et, par l'intermédiaire de ce dernier, auprès du Conseil, sur toutes matières relevant de la compétence du Conseil. Le règlement détermine les règles qui régissent le fonctionnement du comité.

and carrying out of the by-laws and decisions of the Council and executive committee. He shall have, in particular, the following functions and duties:

(a) to attend the sittings of the Council and the meetings of the executive committee and advise the members of the Council and of the executive committee on any matter they take under consideration;

(b) to obtain, examine and submit to the Council or executive committee projects prepared by the different services on matters requiring the approval of the Council or the executive committee;

(c) to prepare the budgetary estimates in cooperation with the heads of services and submit them to the executive committee or Council;

(d) to ensure that the budget of the Council is administered in accordance with the appropriations comprised in it;

(e) to engage the required professional staff and supporting staff in accordance with the engagement policies adopted by the Council, according to the approved budgetary estimates;

(f) to ensure liaison between the Council or the executive committee and the heads of services;

(g) to preside over the metropolitan committee of directors-general contemplated in section 611.

If the director-general is absent or unable to act, the Council shall designate from among its staff a person to replace him; he shall then have the same powers and be subject to the same obligations as the director-general.

“**611.** The Council shall establish by by-law, under the direction of the director-general, a metropolitan committee of directors-general on which the directors-general of the school boards shall sit. The committee shall advise the director-general and, through him, the Council, on all matters under the jurisdiction of the Council. The by-law shall determine the rules governing the operation of the committee.

« § 6.—*Dispositions diverses*

« **612.** Les dépenses visées aux articles 586 et 605 sont à la charge du Conseil.

« **613.** L'exercice financier du Conseil commence le 1^{er} juillet de chaque année et se termine le 30 juin de l'année suivante.

« **614.** Les séances du Conseil sont publiques; le président y maintient l'ordre et peut faire expulser des lieux d'une séance toute personne qui en trouble l'ordre.

Le Conseil se réunit au moins tous les deux mois.

Toutes les décisions sont prises à la majorité des membres présents.

Les articles 6, 8, 9, 193 à 195, 198, 199, 201 et 202 s'appliquent au Conseil, *mutatis mutandis*.

« **615.** Le livre des procès-verbaux du Conseil peut être examiné par toute personne intéressée.

Les copies et extraits de registres, livres et autres documents du Conseil, certifiés par le fonctionnaire désigné à cette fin par le Conseil, sont considérés comme authentiques.

« SECTION III

« COMMISSIONS SCOLAIRES

« § 1.—*Composition*

« **616.** Chaque commission scolaire est composée d'au moins neuf et d'au plus quinze commissaires d'écoles; toutefois le Bureau métropolitain des écoles protestantes du Grand Montréal est composé d'au moins onze et d'au plus quinze commissaires d'écoles et La Commission des écoles catholiques de Montréal est composée d'au moins quinze et d'au plus dix-neuf commissaires d'écoles.

Le nombre des commissaires d'écoles, qui dans tous les cas doit être impair, est déterminé par résolution de chaque commission scolaire adoptée et publiée dans la *Gazette officielle du Québec* au moins quatre mois avant la date des élections; le nombre ainsi déterminé ne peut être réduit mais

“§ 6.—*Miscellaneous*

“**612.** The expenses contemplated in sections 586 and 605 shall be borne by the Council.

“**613.** The fiscal year of the Council shall begin on the 1st of July each year and end on the 30th of June in the ensuing year.

“**614.** The sittings of the Council shall be public; the chairman shall keep order and may expel any person who disturbs order.

The Council shall meet at least every two months.

All decisions shall be taken by a majority of the members present.

Sections 6, 8, 9, 193 to 195, 198, 199, 201 and 202 apply *mutatis mutandis* to the Council.

“**615.** The minutes of the Council may be examined by any interested person.

Copies of and extracts from registers, books and other documents of the Council, certified by the officer designated for that purpose by the Council, are considered authentic.

“DIVISION III

“SCHOOL BOARDS

“§ 1.—*Composition*

“**616.** Each school board shall consist of at least nine and not more than fifteen school commissioners; however, the Protestant School Board of Greater Montreal shall consist of at least eleven and not more than fifteen school commissioners and The Montreal Catholic School Commission shall consist of at least fifteen and not more than nineteen school commissioners.

The number of school commissioners, to be an odd number in all cases, shall be determined by a resolution passed by each school board and published in the *Québec Official Gazette* at least four months before the date of the elections; the number so determined cannot be reduced but may be

peut être augmenté, le cas échéant, pour les élections subséquentes. À défaut par une commission scolaire de déterminer ce nombre, celui-ci est fixé au minimum visé au premier alinéa.

Ces commissaires d'écoles sont élus conformément aux articles 95 à 183 qui, sous réserve de l'article 618, s'appliquent *mutatis mutandis*.

Sauf le cas prévu à l'article 184, les commissaires d'écoles restent en fonction durant trois ans jusqu'au jour de l'élection générale; celle-ci a lieu tous les trois ans le deuxième lundi de juin ou, si ce jour est férié, le jour juridique suivant.

Afin de permettre le rapprochement de l'époque de la tenue des élections scolaires avec celle de la tenue des élections municipales, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du ministre, décréter que l'élection générale dans les commissions scolaires ait lieu à une date antérieure ou postérieure à celle prévue à l'alinéa précédent. En ce cas, le mandat alors en cours des commissaires d'écoles est abrégé ou prolongé en conséquence. L'arrêté en conseil adopté à cette fin est publié sans délai dans la *Gazette officielle du Québec*. Par le même arrêté, le lieutenant-gouverneur en conseil peut changer, le cas échéant, les autres dates mentionnées aux articles 49, 105, 107, 108, 129 et 617 pour donner effet au présent alinéa. Dans le cas où un tel arrêté est adopté, le mandat des commissaires élus lors de cette élection et des élections subséquentes est de quatre ans.

« **617.** La municipalité scolaire de chaque commission scolaire est divisée, aux fins des élections, en autant de quartiers qu'il y a de commissaires d'écoles à la commission scolaire.

Chaque quartier est représenté par un commissaire.

La commission scolaire établit, par résolution adoptée avant le 1^{er} mars de l'année scolaire au cours de laquelle il y a élection générale, les limites et le nom ou le numéro de chaque quartier.

La désignation des limites de chaque quartier doit être inscrite dans le livre des délibérations et reste en vigueur pour trois ans ou quatre ans si le dernier alinéa

increased, as the case may be, for subsequent elections. If a school board fails to determine this number, it shall be fixed at the minimum contemplated in the first paragraph.

Such school commissioners shall be elected in accordance with sections 95 to 183 which, subject to section 618, apply *mutatis mutandis*.

Except as provided in section 184, the school commissioners shall remain in office for three years until the day of the general election, which shall be held every three years on the second Monday of June or, if that day is a holiday, on the next juridical day.

To enable the time of holding the school elections to be brought closer to that of the municipal elections, the Lieutenant-Governor in Council may, on the recommendation of the Minister, order that the general elections for the school boards be held on a date earlier or later than that provided in the preceding paragraph. In such case, the then current term of the school commissioners shall be correspondingly shortened or extended. The order in council adopted for that purpose shall be published forthwith in the *Québec Official Gazette*. In the same order, the Lieutenant-Governor in Council may change, if need be, the other dates mentioned in sections 49, 105, 107, 108, 129 and 617 to give effect to this paragraph. In cases where such an order is adopted, the term of the commissioners elected at that election and succeeding elections shall be four years.

“**617.** The school municipality of each school board shall be divided, for election purposes, into as many wards as there are school commissioners on the school board.

Each ward shall be represented by one commissioner.

The school board shall establish by resolution passed before the 1st of March of the school year in which there is a general election, the boundaries, name and number of each ward.

The description of the boundaries of each ward must be entered in the minute book and shall remain in force for three years, or four years if the last paragraph

de l'article 616 reçoit application, et un avis public de la liste des quartiers doit être donné avant le 15 mars qui suit.

À défaut par la commission scolaire de remplir l'obligation prévue par le présent article, le ministre peut nommer une personne pour effectuer la division en quartiers.

Un candidat ne peut être mis en candidature que pour un quartier désigné et un électeur ne peut voter que dans chaque quartier où il a la qualité d'électeur.

Un employé du Conseil ne peut être commissaire d'écoles à une commission scolaire de l'île de Montréal.

« § 2.—Pouvoirs et devoirs

« **618.** Sous réserve des dispositions inconciliables de la présente partie et nonobstant toute disposition contraire d'une loi particulière, les dispositions de la présente loi s'appliquent, *mutatis mutandis*, aux commissions scolaires, à l'exception des articles 64, 65, 127, 164, 166, le paragraphe 5° du premier alinéa et le dernier alinéa de l'article 224, les articles 225, 228 à 238, 240 à 244, 251, 266 à 270, 312, 359, 367 à 454, 469 à 495b, 508 à 518, 574 à 580.

Nonobstant les articles 91, 189 et 192, la durée du mandat du président, du vice-président et des membres du comité exécutif est la même que celle de leur mandat comme commissaires d'écoles.

« **619.** Lorsqu'une commission scolaire établit des régions administratives ou des districts, le comité de parents visé à l'article 68 est remplacé, pour les mêmes fins, par les comités suivants:

a) un comité régional de parents, au niveau de chaque région administrative ou district;

b) un comité central de parents composé de représentants des comités régionaux de parents, auprès de la commission scolaire.

Le lieutenant-gouverneur en conseil détermine par règlement la composition, la répartition des fonctions et les modalités de fonctionnement et de financement des comités ci-dessus mentionnés.

of section 616 is applied, and public notice of the list of the wards must be given before the ensuing 15th of March.

If the school board fails to fulfil the obligation provided in this section, the Minister may appoint a person to make the division into wards.

A candidate shall be nominated only for a specific ward and an elector shall vote only in each ward in which he is qualified as such.

No employee of the Council shall be ~~a~~ school commissioner on a school board on the island of Montreal.

“§ 2.—Powers and duties

“**618.** Subject to any inconsistent provisions of this Part and notwithstanding any contrary provision of a special act, this act applies *mutatis mutandis* to the school boards, except sections 64, 65, 127, 164, 166, subparagraph 5 of the first paragraph and the last paragraph of section 224, and sections 225, 228 to 238, 240 to 244, 251, 266 to 270, 312, 359, 367 to 454, 469 to 495b, 508 to 518 and 574 to 580.

Notwithstanding sections 91, 189 and 192, the terms of office of the president, vice-president and the members of the executive committee shall be the same as their terms as school commissioners.

“**619.** When a school board establishes administrative regions or districts, the parents' committee contemplated in section 68 shall be replaced for the same purposes by the following committees:

(a) a regional parents' committee at the level of each administrative region or district;

(b) a central parents' committee consisting of representatives of regional parents' committees, at the school board.

The Lieutenant-Governor in Council shall determine by regulation the composition, distribution of duties and the terms and conditions of the operating and financing of the above-mentioned committees.

Tout règlement adopté en vertu de l'alinéa précédent est publié dans la *Gazette officielle du Québec*; il entre en vigueur à la date de sa publication ou à toute date ultérieure qui y est fixée.

« **620.** La commission scolaire peut :

a) assumer les hypothèques qui grèvent les immeubles qu'elle acquiert;

b) contracter par lettre de change, billet ou autre effet négociable des emprunts pour une période n'excédant pas un an, pour financer ses opérations en attendant les versements du Conseil;

c) prendre à bail des immeubles;

d) placer ses fonds de toute manière jugée appropriée, soit en son nom, soit au nom de fiduciaires;

e) accepter tout don, legs ou autre libéralité;

f) conclure avec le Conseil toute convention pour fins scolaires.

La commission ne peut toutefois exercer les pouvoirs mentionnés aux paragraphes a, b et c sans l'autorisation du Conseil. Dans le cas visé au paragraphe c, ce dernier doit obtenir l'approbation du ministre si la durée du bail excède trois années ou si le loyer annuel excède \$100,000.

Elle ne peut acquérir, aliéner un immeuble, le construire, l'agrandir, le transformer ou le démolir sans l'autorisation du Conseil; ce dernier doit obtenir l'approbation du ministre si le coût de l'opération excède \$100,000.

Aux fins des deux alinéas précédents, le ministre peut accorder au Conseil, selon les modalités et conditions qu'il détermine, une autorisation générale pour les actes prévus spécifiquement dans le budget d'investissement qu'il approuve.

Le pouvoir prévu à l'article 252 ne peut être exercé par une commission scolaire qu'avec l'approbation du Conseil.

« § 3.—*Dispositions diverses*

« **621.** Toute commission scolaire doit préparer chaque année ses prévisions budgétaires pour l'année scolaire suivante et les soumettre au Conseil avant la date fixée par ce dernier.

Ce budget est sans effet tant qu'il n'a pas été approuvé par le ministre.

Every regulation made under the preceding paragraph shall be published in the *Québec Official Gazette*; it shall come into force on the date of its publication or on any later date fixed therein.

“**620.** The school board may:

(a) assume the hypothecs affecting the immoveables it acquires;

(b) contract loans by bill of exchange, note or other negotiable instrument for a period not to exceed one year, to finance its operations pending payment by the Council;

(c) lease immoveables;

(d) invest its money in any manner considered suitable, either in its own name or in that of trustees;

(e) accept any gift, legacy or other liberality;

(f) make any agreement with the Council for school purposes.

Nevertheless the board shall not exercise the powers mentioned in subparagraphs a, b and c without the authorization of the Council. In the case contemplated in subparagraph c, the Council must obtain the approval of the Minister if the term of the lease exceeds three years or the annual rental exceeds \$100,000.

It shall not acquire, alienate, build, enlarge, alter or demolish an immovable without the authorization of the Council, which must obtain the approval of the Minister if the cost of the operation exceeds \$100,000.

For the purposes of the two preceding paragraphs, the Minister may grant the Council, on the terms and conditions he determines, a general authorization to do the acts specifically provided for in the investment budget that he approves.

The power provided in section 252 shall be exercised by a school board only after approval by the Council.

“§ 3.—*Miscellaneous*

“**621.** Every school board must each year prepare its budgetary estimates for the ensuing school year and submit them to the Council before the date fixed by the Council.

Such budget shall have no effect until approved by the Minister.

En cas d'urgence ou de nécessité, le ministre peut, sur recommandation du Conseil, autoriser spécialement la commission scolaire à encourir des dépenses qui n'ont pas fait l'objet d'une approbation en vertu du présent article.

« **622.** Chaque commission scolaire doit, dans les soixante jours de la fin de chaque année scolaire, transmettre au Conseil ses états financiers.

« **623.** Chaque commission scolaire doit transmettre au Conseil toute convention ou entente qu'elle se propose de conclure en vertu des articles 226 ou 496 et tout règlement qu'elle adopte en vertu des articles 197*a*, 202*b*, 202*d* et 204*a* avant de les soumettre au ministre pour approbation; le Conseil peut faire au ministre toute recommandation qu'il juge appropriée à ce sujet,

« SECTION IV

« TAXATION

« § 1.—Catégories d'immeubles

« **624.** Pour les fins de la présente section, le mot « immeuble » a le sens qui lui est attribué par l'article 1.

« **625.** Tout immeuble situé dans l'île de Montréal, porté au rôle suivant la Loi sur l'évaluation foncière (1971, chapitre 50) fait partie, aux fins des taxes imposées en vertu de la présente section, de l'une des deux catégories suivantes:

a) catégorie no 1: les immeubles des particuliers;

b) catégorie no 2: les immeubles des corporations.

« **626.** La catégorie no 1 comprend les immeubles qui sont la propriété exclusive d'un particulier ou qui sont la propriété en indivis de plusieurs particuliers.

« **627.** La catégorie no 2 comprend les immeubles qui sont la propriété exclusive d'une corporation ou la propriété en indivis d'une corporation et de toute autre

In cases of urgency or necessity, the Minister, upon the approval of the Council, may specially authorize the school board to incur expenses not approved under this section.

“**622.** Each school board must send its financial statements to the Council within sixty days after the end of each school year.

“**623.** Each school board must send to the Council any arrangement or agreement which it proposes to make under section 226 or 496 and any by-law which it makes under sections 197*a*, 202*b*, 202*d* and 204*a* before submitting it to the Minister for approval; the Council may make any recommendation it sees fit to the Minister in this matter.

“DIVISION IV

“TAXATION

“§ 1.—Classes of immoveables

“**624.** For the purposes of this division, the word “immoveable” has the meaning assigned to it by section 1.

“**625.** Every immoveable situated on the island of Montreal, entered on the roll in accordance with the Real Estate Assessment Act (1971, chapter 50) belongs for the purposes of the taxes levied under this division to one of the two following classes:

(a) class No. 1: immoveables of individuals;

(b) class No. 2: immoveables of corporations.

“**626.** Class No. 1 comprises those immoveables owned exclusively by an individual or held in undivided ownership by several individuals.

“**627.** Class No. 2 comprises those immoveables owned exclusively by a corporation or held in undivided ownership by a corporation and any other person

personne, ainsi que ceux qui sont détenus pour leur compte par un particulier.

Tout immeuble porté au rôle d'évaluation au nom d'un administrateur, fiduciaire, fidéicommissaire ou mandataire est considéré comme étant la propriété d'une corporation si les actes déposés au bureau d'enregistrement à son égard n'indiquent pas le nom de leur véritable propriétaire.

« **628.** Le commissaire à l'évaluation doit inscrire au rôle d'évaluation, en regard de la désignation de chaque immeuble, la catégorie dont il fait partie.

« **629.** Le greffier de toute corporation municipale doit, s'il reçoit, suivant l'article 66 de la Loi sur l'évaluation foncière, une plainte relative à une inscription visée à l'article précédent, faire une copie de la plainte et la remettre ou l'expédier par la poste, sans délai, au Conseil qui peut dès lors, intervenir dans le litige. L'avis d'audition prévu à l'article 69 de la Loi sur l'évaluation foncière doit de plus être adressé au Conseil.

« **630.** Si, de l'avis du Conseil, la catégorie inscrite au rôle d'évaluation en regard de la désignation d'un immeuble est erronée, le commissaire à l'évaluation doit, dès que le Conseil le lui demande, émettre un certificat de modification suivant la demande du Conseil. Les articles 86 à 88, 92 et 93 de la Loi sur l'évaluation foncière s'appliquent à de telles modifications et le greffier de toute corporation municipale où est situé un tel immeuble doit modifier en conséquence les comptes de taxes scolaires.

Ces modifications ne peuvent être faites que sur le rôle d'évaluation de l'année en cours et sur ceux des trois années scolaires précédentes.

« **631.** Toute personne doit, à la demande d'un représentant autorisé généralement ou spécialement à cette fin par le Conseil, lui donner oralement ou par écrit, selon que ce dernier l'exige, sous serment ou par affirmation solennelle, tout renseignement nécessaire pour établir la catégorie dont un immeuble doit faire partie au sens des articles 624 à 628.

and those held on their behalf by an individual.

Every immovable entered on the assessment roll under the name of an administrator, fiduciary, trustee or mandatary is deemed owned by a corporation if the deeds filed in the registry office with respect to such immovable do not indicate the name of its true owner.

“**628.** The valuation commissioner shall enter on the valuation roll, opposite the description of each immovable, the class to which it belongs.

“**629.** The clerk of a municipal corporation shall, if he receives, in accordance with section 66 of the Real Estate Assessment Act, a complaint respecting an entry contemplated in the preceding section, make a copy of the complaint and deliver or mail it forthwith to the Council, which may then intervene in the dispute. The notice of hearing contemplated in section 69 of the Real Estate Assessment Act must be sent to the Council.

“**630.** If, in the opinion of the Council, the class entered on the assessment roll opposite the description of an immovable is incorrect, the valuation commissioner must, as soon as the Council applies to him therefor, issue a certificate of alteration in accordance with the application of the Council. Sections 86 to 88, 92 and 93 of the Real Estate Assessment Act apply to such alterations and the clerk of any municipal corporation where such an immovable is situated must alter the school tax accounts accordingly.

Such alterations shall be made only to the assessment roll for the current year and to those of the three preceding school years.

“**631.** Any person shall, at the request of a representative generally or specially authorized for that purpose by the Council, give him orally or in writing, as the representative requires, on oath or by solemn affirmation, any information necessary to establish the class to which an immovable is to belong within the meaning of sections 624 to 628.

Il est interdit d'entraver de quelque façon que ce soit un tel représentant du Conseil, de le tromper par des réticences ou par de fausses déclarations ou de refuser de lui fournir un renseignement qu'il a droit d'obtenir en vertu du présent article.

Toute personne qui contrevient au présent article commet une infraction et est passible, sur poursuite sommaire, d'une amende d'au plus cent dollars, en plus du paiement des frais. Cette amende appartient au Conseil.

« § 2.—*Évaluation*

« **632.** Le rôle d'évaluation en vigueur pour fins municipales au premier juillet d'une année sert de base, pendant l'année scolaire commençant à cette date, à l'imposition des taxes scolaires visées par la présente section, sous réserve des modifications apportées au rôle en vertu de l'article 86 de la Loi sur l'évaluation foncière et de l'article 630 de la présente loi.

Pour tout immeuble dont l'évaluation est l'objet d'une contestation, l'imposition de la taxe scolaire est basée sur la partie non contestée de l'évaluation.

Lorsque la décision a été rendue sur la contestation, le greffier de la corporation municipale modifie en conséquence les comptes de taxes scolaires. La taxe scolaire payable en conséquence de la correction est réputée être devenue exigible en même temps que celle qui a été originairement imposée.

« § 3.—*Taxes scolaires*

« **633.** Il est imposé :

a) une taxe scolaire, ci-après appelée « taxe des particuliers », sur les immeubles faisant partie de la catégorie no 1 ;

b) une taxe scolaire, ci-après appelée « taxe des corporations », sur les immeubles faisant partie de la catégorie no 2.

« **634.** Le Conseil fixe, pour l'année scolaire commençant le 1^{er} juillet de chaque année, par résolution adoptée au plus tard le 1^{er} juin, le taux de la taxe des particuliers et le taux de la taxe des corporations et les soumet à l'approbation du ministre.

It is prohibited to hinder such a representative of the Council in any way, to mislead him by concealment or false representations or to refuse to give him any information he is entitled to obtain under this section.

Every person who contravenes this section is guilty of an offence and is liable, on summary proceeding, to a fine of not more than one hundred dollars in addition to payment of the costs. Such fine shall belong to the Council.

“§ 2.—*Assessment*

“**632.** The assessment roll in force for municipal purposes on the first of July of a year shall serve as the basis, during the school year beginning on that date, for levying the school taxes contemplated in this division, subject to the alterations made to the roll under section 86 of the Real Estate Assessment Act and section 630 of this act.

For every immovable whose assessment is contested, the levying of the school tax shall be based on the uncontested part of the assessment.

When the decision has been rendered on the contestation, the clerk of the municipal corporation shall alter the school tax accounts accordingly. The school tax payable as a result of the correction is deemed exigible at the same time as the one originally levied.

“§ 3.—*School taxes*

“**633.** There shall be levied :

(a) a school tax hereinafter called “tax on individuals” upon immoveables belonging to class No. 1 ;

(b) a school tax hereinafter called “tax on corporations” upon immoveables belonging to class No. 2.

“**634.** The Council shall fix, for the school year beginning on the 1st of July each year, by resolution passed not later than the 1st of June, the rate of the tax on individuals and that of the tax on corporations and submit them for approval to the Minister.

Ils sont sans effet tant qu'ils n'ont pas été approuvés par le ministre.

Ces taux ne sont pas nuls du fait qu'ils sont fixés après ce délai.

Dans les dix jours de l'adoption de sa résolution, le Conseil doit en transmettre une copie conforme au greffier de toute corporation municipale.

Le taux de la taxe des particuliers ou, selon le cas, le taux de la taxe des corporations est le même pour tous les immeubles auxquels il s'applique respectivement.

Nonobstant l'alinéa précédent, durant chacune des trois années scolaires qui suivent le 1^{er} juillet 1973, le Conseil peut fixer, subordonné à la même approbation, un taux différent de la taxe des corporations sur les immeubles qui y sont assujettis et situés dans la partie de l'île de Montréal qui, avant le 1^{er} juillet 1973, ne relevait pas de la juridiction du Bureau métropolitain des écoles protestantes de Montréal.

« **635.** Les taxes imposées en vertu des articles 633 et 634 s'appliquent à l'année scolaire pour laquelle elles ont été imposées, nonobstant les dispositions de toute loi régissant une corporation municipale et établissant une année scolaire différente.

Les délais de prescription et les charges attachées à ces taxes, de même que les droits et obligations des personnes à l'égard de ces taxes sont les mêmes que ceux qui sont attachés aux taxes foncières municipales.

« **636.** Toute corporation municipale doit percevoir le montant de la taxe des particuliers et celui de la taxe des corporations de la même manière et avec les mêmes droits et obligations que pour la perception de ses propres taxes foncières; elle peut les percevoir au moment qu'elle juge opportun durant l'année scolaire.

« **637.** Toute corporation municipale doit remettre au Conseil le montant de la taxe des particuliers et de la taxe des corporations; cette remise se fait, nonobstant les dispositions de toute loi régissant la corporation municipale et sans égard à la

They shall be without effect so long as they have not been approved by the Minister.

Such rates are not null because they are fixed after such delay.

Within the ten days after the passing of such resolution, the Council shall send a true copy of it to the clerk of every municipal corporation.

The rate of the tax on individuals or, as the case may be, the rate of the tax on corporations shall be the same for all the immovables to which each rate applies, respectively.

Notwithstanding the preceding paragraph, during each of the three school years following the 1st of July 1973, the Council may fix, subject to the same approval, a different rate of tax on corporations in respect of immovables subject to it and situated in that part of the island of Montreal that was not under the jurisdiction of the Protestant School Board of Greater Montreal before the 1st of July 1973.

“**635.** The taxes levied under sections 633 and 634 shall apply to the school year for which they were levied, notwithstanding the provisions of any act governing a municipal corporation and establishing a different school year.

The delays for prescription, the charges attached to such taxes, and the rights and obligations of persons with respect to such taxes shall be the same as those attached to municipal real estate taxes.

“**636.** Every municipal corporation must collect the amount of the tax on individuals and that of the tax on corporations in the same manner and with the same rights and obligations as in collecting its own real estate tax; it may collect them during the school year at the time it considers expedient.

“**637.** Every municipal corporation shall remit the amount of the tax on individuals and of the tax on corporations to the Council; notwithstanding the provisions of any act governing such municipal corporations and regardless of the

perception de ces taxes, en deux versements, l'un de 60%, le 1^{er} novembre de l'année scolaire à laquelle s'appliquent ces taxes, et le solde, le 1^{er} février suivant.

Le Conseil peut recouvrer chacun desdits versements devant toute cour de juridiction civile compétente.

Tout arriéré de versements dû au Conseil par une corporation municipale porte intérêt à un taux égal au taux maximum fixé en vertu de l'article 49 de la Loi des dettes et emprunts municipaux et scolaires (chap. 171), à compter de l'adoption de l'arrêté en conseil qui fixe le taux maximum.

La corporation municipale est autorisée à emprunter tout montant suffisant pour effectuer ces versements à échéance; le principal de l'emprunt doit être remboursé à même le produit des taxes scolaires.

« **638.** Il est imposé une surtaxe sur tout immeuble faisant partie de la catégorie no 1 et dont l'évaluation établie en vertu de l'article 632 excède \$100,000.

La surtaxe porte sur l'excédent de cette somme de \$100,000.

Le taux de cette surtaxe est égal à l'excédent du taux applicable aux immeubles de la catégorie no 2 sur le taux applicable aux immeubles de la catégorie no 1.

Les articles 635 à 637 s'appliquent à cette surtaxe.

À toutes fins que de droit, cette surtaxe constitue une taxe scolaire.

« **639.** Le greffier de toute corporation municipale doit donner au Conseil tous les renseignements que celui-ci lui demande par écrit au sujet des taxes scolaires et des contributions ou subventions tenant lieu de taxes scolaires.

« **640.** Nonobstant toute loi contraire, les contributions ou subventions qui tiennent lieu de taxes scolaires doivent être versées au Conseil. Les sommes ainsi perçues par une corporation municipale doivent être versées au Conseil dans les quinze jours de leur réception.

Aux fins des articles 100 et 101 de la Loi sur l'évaluation foncière, le Conseil est substitué à la commission scolaire.

levy and collection of such taxes, such remission shall be made in two instalments, one of 60% on the 1st of November of the school year to which such taxes apply, and the balance on the ensuing 1st of February.

The Council may recover each such instalment before any court of competent civil jurisdiction.

Any arrears of instalments owing to the Council by a municipal corporation shall bear interest at a rate equal to the maximum rate fixed under section 49 of the Municipal and School Debt and Loan Act (Chap. 171), from the adopting of the order in council which fixes the maximum rate.

A municipal corporation is authorized to borrow any amount sufficient to pay such instalments when they fall due; the principal of the loan shall be repaid out of the proceeds of the school taxes.

« **638.** A surtax shall be levied upon every immovable belonging to class No. 1 the assessment of which, established under section 632, exceeds \$100,000.

The surtax shall affect the excess over such amount of \$100,000.

The rate of such surtax shall be equal to the excess of the rate applicable to immovables of class No. 2 over the rate applicable to immovables of class No. 1.

Sections 635 to 637 shall apply to such surtax.

For all legal purposes, such surtax shall constitute a school tax.

« **639.** The clerk of every municipal corporation shall give the Council all the information it requests from him in writing with respect to school taxes and contributions or grants in lieu of school taxes.

« **640.** Notwithstanding any law to the contrary, contributions or grants in lieu of school taxes must be paid to the Council. The amounts collected in this manner by a municipal corporation must be paid to the Council within fifteen days of receipt.

For the purposes of sections 100 and 101 of the Real Estate Assessment Act, the Council shall be substituted for the school board.

Les taxes scolaires perçues suivant les articles 102 à 106 de ladite loi doivent être remises au Conseil.

The school taxes collected in accordance with sections 102 to 106 of the said act must be remitted to the Council.

« **641.** Tout montant additionnel dû par un contribuable par suite de l'application de l'article 86 de la Loi sur l'évaluation foncière ou par suite de la décision finale rendue relativement à une contestation doit être remis au Conseil par la corporation municipale dans les quinze jours de sa réception. De même, tout montant remboursé à un contribuable par suite des circonstances susdites doit être remis à la corporation municipale par le Conseil dans les quinze jours d'un avis de cette dernière à cet effet. Tout arriéré dans les remises prévues au présent article porte intérêt de la façon indiquée à l'article 637.

“**641.** Any additional amount owed by a taxpayer as the result of the application of section 86 of the Real Estate Assessment Act or as the result of a final decision rendered in respect of a contestation shall be paid to the Council by the municipal corporation within fifteen days of receipt. Similarly, every amount reimbursed to a taxpayer as the result of the abovementioned circumstances shall be paid to the municipal corporation by the Council within fifteen days of a notice to that effect from the corporation. All arrears in payments provided for in this section shall bear interest in the manner indicated in section 637.

« **642.** Les taxes scolaires visées aux articles 633 et suivants sont substituées à toutes autres taxes ou cotisations scolaires et les remplacent.

“**642.** The school taxes contemplated in sections 633 and following shall be substituted for all other school taxes or assessments and shall replace them.

Nonobstant l'alinéa précédent, toute taxe spéciale additionnelle visée par l'article 54a s'ajoute aux taxes scolaires imposées conformément à la présente section. Cependant, seuls les immeubles faisant partie de la catégorie no 1 dans le territoire affecté et de la catégorie no 2 dans le territoire affecté et visé au dernier alinéa de l'article 634, sont assujettis à cette taxe spéciale additionnelle dont le produit appartient exclusivement à la commission scolaire concernée.

Notwithstanding the preceding paragraph, every additional special tax contemplated by section 54a shall be added to the school taxes levied in accordance with this division. However, only the immoveables belonging to class No. 1 in the territory affected and class No. 2 in the territory affected and contemplated in the last paragraph of section 634 shall be subject to that additional special tax whose proceeds shall belong exclusively to the school board concerned.

« **643.** Les immeubles du Conseil sont exempts de taxes foncières mais peuvent être assujettis à une compensation pour les services municipaux, de la même façon que les immeubles appartenant à des commissions scolaires.

“**643.** The immoveables of the Council are exempt from real estate tax but may be subject to compensation for municipal services in the same manner as immoveables belonging to school boards.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

TRANSITIONAL AND FINAL PROVISIONS

§ 1.—*Définitions*

§ 1.—*Definitions*

5. Pour les fins des dispositions transitoires et finales, les expressions et mots suivants signifient :

5. For the purposes of the transitional and final provisions, the following expressions and words mean :

a) « Conseil »: le Conseil scolaire de l'île de Montréal institué par l'article 582 de la Loi de l'instruction publique;

b) « île de Montréal »: l'ensemble des municipalités scolaires formées en vertu de l'article 1 de la présente loi;

c) « commission scolaire existante »: toute corporation scolaire et toute commission régionale, y compris le Bureau métropolitain des écoles protestantes de Montréal, qui, avant le 1^{er} juillet 1973, a autorité dans un territoire situé sur l'île de Montréal;

d) « commission scolaire nouvelle »: toute corporation scolaire visée à l'article 2 de la présente loi;

e) « ministre »: le ministre de l'éducation.

Une référence aux articles 581 à 643 de la Loi de l'instruction publique signifie une référence à ces articles tels qu'ils sont édictés par la présente loi.

§ 2.—*Le Conseil*

6. Jusqu'au moment de la désignation et de la nomination de tous les membres du Conseil suivant l'article 585 de la Loi de l'instruction publique, le Conseil est composé provisoirement de seize membres désignés de la façon suivante:

a) cinq personnes choisies par La Commission des écoles catholiques de Montréal parmi ses membres, compte tenu de l'article 15 de la présente loi;

b) deux personnes choisies par le Bureau métropolitain des écoles protestantes de Montréal parmi ses membres;

c) une personne choisie par la Commission des écoles catholiques de Verdun parmi ses membres;

d) quatre personnes choisies par et parmi les membres des commissions scolaires suivantes, à raison d'une personne par groupe suivant:

groupe 1: les commissaires d'écoles pour la municipalité de Ville d'Anjou, les commissaires d'écoles pour la municipalité de Montréal-Est, la commission des écoles catholiques de Pointe-aux-Trembles, les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Léonard de Port-Maurice, la Commission scolaire régionale Le Royer;

groupe 2: la commission des écoles catholiques de la Cité de Dorval, la commis-

(a) "Council": the School Council of the island of Montreal established by section 582 of the Education Act;

(b) "island of Montreal": all the school municipalities established under section 1 of this act;

(c) "existing school board": every school corporation and regional board, including the Protestant School Board of Greater Montreal, which until the 1st of July 1973 has authority in a territory situated on the island of Montreal;

(d) "new school board": every school corporation contemplated in section 2 of this act;

(e) "Minister": the Minister of Education.

A reference to sections 581 to 643 of the Education Act means a reference to such sections as enacted by this act.

§ 2.—*The Council*

6. Until all the members of the Council are designated and appointed under section 585 of the Education Act, the Council shall provisionally consist of sixteen members designated in the following manner:

(a) five persons chosen by the Montreal Catholic School Commission from among its members, taking into account section 15 of this act;

(b) two persons chosen by the Protestant School Board of Greater Montreal from among its members;

(c) one person chosen by the Verdun Catholic School Commission from among its members;

(d) four persons chosen by and from among the members of the following school boards, one person being chosen from each of the following groups:

group 1: the school commissioners for the municipality of the town of Anjou, the school commissioners for the municipality of Montreal-East, the Pointe-aux-Trembles Catholic School Commission, the school commissioners for the municipality of Saint-Léonard de Port-Maurice, the Le Royer Regional School Board;

group 2: the City of Dorval Catholic School Commission, the Baldwin-Cartier

sion scolaire Baldwin-Cartier, les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Sainte-Anne-de-Bellevue, les commissaires d'écoles pour la municipalité de l'Île Bizard;

groupe 3: les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Lachine, les commissaires d'écoles pour la municipalité de Très-Saint-Sacrement, la commission des écoles catholiques de La Salle, les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Pierre-aux-Liens;

groupe 4: la commission des écoles catholiques de Saint-Laurent, la commission des écoles catholiques de Mont-Royal, les commissaires d'écoles pour la municipalité d'Outremont;

e) une personne choisie par et parmi les membres des commissions scolaires suivantes: la commission scolaire régionale Lakeshore, les commissaires d'écoles pour la municipalité de Baie d'Urfé-Senneville, les commissaires d'écoles pour la municipalité de West-Island et la commission scolaire Harwood;

f) trois personnes nommées par le lieutenant-gouverneur en conseil sur la recommandation du ministre qui effectue les consultations appropriées; ces personnes doivent être domiciliées dans l'île de Montréal.

La convocation des membres des commissions scolaires visées au paragraphe *d* et celle des membres des commissions scolaires visées au paragraphe *e* se font par la personne nommée par écrit à cette fin par le ministre au moyen d'un avis spécial d'au moins sept jours francs, signifié conformément aux articles 305 et suivants de la Loi de l'instruction publique.

À défaut par les commissions scolaires existantes visées aux paragraphes *a* à *e* de procéder au choix des personnes y mentionnées dans les trente jours qui suivent la sanction de la présente loi, le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre, fait les nominations requises parmi les membres des commissions scolaires concernées.

Toute vacance est comblée de la même façon, par l'autorité qui a choisi ou nommé le membre dont le siège est devenu vacant, mais seulement pour la durée non écoulée de la période mentionnée au premier alinéa. À défaut par l'autorité concernée

school commission, the school commissioners for the municipality of the village of Sainte-Anne-de-Bellevue, the school commissioners for the municipality of Île Bizard;

group 3: the school commissioners for the municipality of the city of Lachine, the school commissioners for the municipality of Très-Saint-Sacrement, the La Salle Catholic School Commission, the school commissioners for the municipality of Saint-Pierre-aux-Liens;

group 4: the Saint-Laurent Catholic School Commission, the Mount-Royal Catholic School Commission, the school commissioners for the municipality of Outremont;

(e) one person chosen by and from among the members of the following school boards: The Lakeshore Regional School Board, the school commissioners for the municipality of Baie d'Urfé-Senneville, the school commissioners for the municipality of West Island and the Harwood School Board;

(f) three persons appointed by the Lieutenant-Governor in Council on the recommendation of the Minister who shall hold the appropriate consultations; such persons must be domiciled on the island of Montreal.

The calling of the members of the school boards contemplated in paragraph *d* and that of the members of the school boards contemplated in paragraph *e* shall be by the person appointed in writing for such purpose by the Minister by a special notice of at least seven clear days, served in accordance with sections 305 and following of the Education Act.

If the existing school boards contemplated in paragraphs *a* to *e* fail to choose the persons mentioned therein within thirty days of sanction of this act, the Lieutenant-Governor in Council, on the recommendation of the Minister, shall make the required appointments from among the members of the school boards concerned.

Every vacancy shall be filled in the same manner, by the authority which has chosen or appointed the member whose seat has become vacant, but only for the unexpired portion of the period mentioned in the first paragraph. If the authority

de faire le remplacement dans les trente jours de la vacance, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du ministre, faire la nomination parmi les membres des commissions scolaires concernées.

Pour la durée de la période mentionnée au premier alinéa, les membres du Conseil procèdent, sur convocation faite suivant le deuxième alinéa, à la désignation du président et du vice-président et à cette fin, l'article 603 de la Loi de l'instruction publique s'applique *mutatis mutandis*.

Aux fins de cet article 603, pour la première réunion des membres du Conseil visés à l'article 585 de la Loi de l'instruction publique, la convocation se fait, *mutatis mutandis*, selon le deuxième alinéa du présent article.

7. Le Conseil a pour fonction, jusqu'au 1^{er} juillet 1973, de prendre les mesures nécessaires pour faciliter l'application de la présente loi.

Il doit notamment, à cette fin,

a) assurer la coordination nécessaire dans les travaux des comités d'implantation visés à l'article 11 de la présente loi; statuer, le cas échéant, sur tout différend pouvant survenir dans l'application des paragraphes a et b de cet article 11 entre, d'une part, une commission scolaire existante dont une portion de territoire est rattachée au territoire d'une commission scolaire nouvelle et, d'autre part, le comité d'implantation de cette commission scolaire nouvelle, à la demande de l'une ou l'autre de ces parties;

b) élaborer, le cas échéant, en collaboration avec les comités d'implantation, un plan de répartition des actifs et des passifs des commissions scolaires existantes entre lui-même et les commissions scolaires nouvelles;

c) dresser, en collaboration avec les comités d'implantation, et tout en effectuant les consultations appropriées, un plan d'intégration du personnel des commissions scolaires existantes, répartissant ce personnel entre le Conseil et les commissions scolaires nouvelles;

d) préparer le budget de fonctionnement, d'investissement et de service de la dette du Conseil pour l'année scolaire 1973/1974 selon l'article 600 de la Loi de

concerned fails to make the replacement within thirty days of the vacancy, the Lieutenant-Governor in Council may, on the recommendation of the Minister, make the appointment from among the members of the school boards concerned.

For the period mentioned in the first paragraph, the members of the Council shall designate the president and vice-president and for that purpose, section 603 of the Education Act applies *mutatis mutandis*.

For the purposes of such section 603, the calling of the first sitting of the members of the Council contemplated in section 585 of the Education Act shall be carried out, *mutatis mutandis*, according to the second paragraph of this section.

7. The function of the Council, until the 1st of July 1973, shall be to take the necessary measures to facilitate the application of this act.

For such purpose, it must in particular:

(a) ensure the necessary coordination in the work of the founding committees contemplated in section 11 of this act; decide, as the case may be, any dispute that may arise in the application of paragraphs a and b of section 11, between an existing school board whose territory is partly attached to that of a new school board, and the founding committee of such new school board, upon application by either party;

(b) prepare, if necessary, in cooperation with the founding committees, a plan for the apportionment of the assets and liabilities of the existing school boards between itself and the new school boards;

(c) prepare, in cooperation with the founding committees, while holding the appropriate consultations, a plan for integration of the staff of the existing school boards, apportioning such staff between the Council and the new school boards;

(d) prepare the operating, investment and debt service budget of the Council for the 1973/1974 school year, in accordance with section 600 of the Education

l'instruction publique, comprenant les prévisions budgétaires des commissions scolaires nouvelles qu'il aura approuvées pour cette même année et le soumettre à l'approbation du ministre avant la date fixée par ce dernier;

e) se prévaloir des articles 624 à 643 de la Loi de l'instruction publique pour les fins de l'année scolaire 1973/1974;

f) exercer les pouvoirs et remplir les devoirs qui lui sont conférés par les dispositions de la présente loi qui lui sont applicables;

g) engager, à titre provisoire, le personnel requis pour l'application du présent article et, notamment, retenir les services d'un directeur général *pro tempore*.

8. Pour l'année scolaire 1972/1973, les deniers requis pour les fins du Conseil sont pris à même les sommes que les commissions scolaires existantes doivent lui verser ou réserver pour cette fin; ces sommes sont déterminées par le Conseil avec l'approbation du ministre et doivent être prises dans le budget de ces commissions scolaires pour l'année scolaire 1972/1973, amendé selon les modalités déterminées par le ministre qui peut également déterminer les modalités suivant lesquelles s'effectuera l'acquittement des sommes dues par les commissions scolaires existantes au Conseil.

§ 3.—Commissions scolaires

9. Un comité d'implantation est constitué pour chaque commission scolaire nouvelle.

Toutefois, La Commission des écoles catholiques de Montréal, pour la municipalité scolaire visée au paragraphe 1 de l'annexe A, la Commission des écoles catholiques de Verdun, pour la municipalité scolaire visée au paragraphe 6 de l'annexe A, le Bureau métropolitain des écoles protestantes de Montréal, pour la municipalité scolaire visée au paragraphe 1 de l'annexe B, et la commission scolaire régionale de Lakeshore, pour la municipalité scolaire visée au paragraphe 2 de l'annexe B agissent respectivement comme comité d'implantation; le reste du présent article et l'article 10 de la présente loi ne leur sont pas applicables, mais les autres

Act, including the budgetary estimates of the new school boards approved by it for that same year and submit them for the approval of the Minister before the date fixed by him;

(e) avail itself of sections 624 to 643 of the Education Act for the purposes of the 1973/1974 school year;

(f) exercise the powers and fulfil the duties conferred upon it by those provisions of this act which apply to it;

(g) engage, provisionally, the staff required for the application of this section and, in particular, retain the services of an interim director-general.

8. For the 1972/1973 school year, the moneys required for the purposes of the Council shall be taken out of the amounts the existing school boards must pay to it or reserve for that purpose; such amounts shall be determined by the Council with the approval of the Minister and must be taken from the budget of such school boards for the 1972/1973 school year, amended in accordance with the terms and conditions determined by the Minister, who may also fix the terms and conditions according to which the amounts owing by the existing school boards shall be paid to the Council.

§ 3.—School boards

9. A founding committee is constituted for each new school board.

However, the Montreal Catholic School Commission, for the school municipality contemplated in paragraph 1 of Schedule A, the Verdun Catholic School Commission, for the school municipality contemplated in paragraph 6 of Schedule A, the Protestant School Board of Greater Montreal, for the school municipality contemplated in paragraph 1 of Schedule B, and the Lakeshore Regional School Board, for the school municipality contemplated in paragraph 2 of Schedule B, shall act as founding committee respectively; the remainder of this section and section 10 of this act do not apply to them, but the other sections regarding the founding com-

articles concernant les comités d'implantation s'appliquent *mutatis mutandis*.

Les commissaires d'écoles en fonction dans les commissions scolaires existantes ayant juridiction dans l'un ou l'autre des territoires des municipalités scolaires visées à l'annexe A doivent, dans les trente jours qui suivent la sanction de la présente loi, nommer les membres du comité d'implantation.

Le comité d'implantation est composé de cinq à neuf commissaires d'écoles.

Il appartient à chaque groupe de commissaires d'écoles concernés de s'entendre sur le nombre de membres du comité d'implantation et sur le mode de représentation pour en désigner les membres. Si une formule de représentation particulière a été convenue mais que la désignation des membres n'a pas été complétée dans le délai prescrit par l'une ou l'autre des commissions scolaires existantes, le ministre y pourvoit sans délai en respectant, *mutatis mutandis*, la formule convenue.

À défaut par les commissaires d'écoles concernés de parvenir à s'entendre sur une formule de représentation particulière au plus tard sept jours avant le délai prescrit pour la constitution du comité d'implantation, celui-ci est constitué de sept commissaires sauf dans le cas de la municipalité scolaire visée au paragraphe 3 de l'annexe A où le nombre de commissaires sera de neuf, selon la formule qui suit et chaque commission scolaire existante procède à la désignation du ou des membres auxquels elle a droit avant l'expiration du délai:

1. Chaque commission scolaire existante nomme un ou des commissaires en nombre déterminé proportionnellement au nombre d'élèves inscrits le 30 septembre 1972 dans les écoles sous sa juridiction et domiciliés dans le territoire de la commission scolaire nouvelle; le calcul se fait en accordant à chaque commission scolaire existante un nombre de commissaires égal au produit suivant, sans égard aux fractions:

nombre d'élèves relevant de la commission scolaire existante dans le nouveau territoire divisé par le nombre total d'élèves de toutes les commissions scolaires existantes dans le nouveau territoire et

mittees apply *mutatis mutandis*.

The school commissioners in office on the existing school boards having jurisdiction in any of the territories of the school municipalities contemplated in Schedule A must, within the thirty days following the sanction of this act, appoint the members of the founding committee.

The founding committee shall be composed of five to nine school commissioners.

It shall be the duty of each group of school commissioners concerned to agree on the number of members of the founding committee and on the mode of representation for designating its members. If their particular formula of representation has been agreed upon but the designation of the members has not been completed within the delay prescribed by any of the existing school boards, the Minister shall provide for it forthwith, observing, *mutatis mutandis*, the formula agreed upon.

If the school commissioners concerned fail to agree upon their particular formula of representation at least seven days before the delay prescribed for constituting the founding committee, it shall be constituted of seven commissioners except in the case of the school municipality contemplated in paragraph 3 of Schedule A, where there shall be nine commissioners, in accordance with the formula that follows, and each existing school board shall then designate the member or members to which it is entitled before the delay expires:

(1) Each existing school board shall appoint one or more commissioners determined in proportion to the number of pupils enrolled on the 30th of September 1972 in the schools under its jurisdiction and domiciled in the territory of the new school board; the computation shall be made by allotting to each existing school board a number of commissioners equal to the product of the following, disregarding fractions:

the number of pupils under the jurisdiction of the existing school board in the new territory divided by the total number of pupils in all the existing school boards in the new territory, multiplied by the total

multiplié par le nombre total de commissaires composant le comité.

2. Si, par suite du calcul précédent, le nombre de commissaires du comité d'implantation n'est pas atteint et s'il est des commissions scolaires existantes qui n'ont pas ainsi eu droit à un commissaire, il est accordé, en commençant par les commissions scolaires existantes qui ont le plus grand nombre d'élèves inscrits parmi celles qui n'ont pas ainsi eu droit à un commissaire, un commissaire par telle commission scolaire jusqu'à concurrence du nombre total de commissaires du comité d'implantation.

3. Si par suite de l'application du paragraphe précédent, le nombre total de commissaires du comité d'implantation n'est pas atteint, il est accordé, en tenant compte des fractions ignorées au paragraphe 1 et en commençant par les commissions scolaires existantes qui ont eu droit à au moins un commissaire en vertu de ce même paragraphe et qui détenaient les plus importantes fractions, un commissaire par telle commission scolaire jusqu'à ce que le nombre total de commissaires du comité d'implantation soit atteint.

4. Le nombre total des commissaires d'une commission scolaire existante nommés au comité d'implantation ne peut pas excéder le nombre total des commissaires à cette commission scolaire.

Si, dans le délai fixé ci-haut, la formation du comité d'implantation n'a pas été complétée par l'une ou l'autre des commissions scolaires existantes, le ministre y pourvoit sans délai en appliquant, *mutatis mutandis*, la formule décrite dans le présent article.

10. Pour les fins des dispositions transitoires, les membres de chaque comité d'implantation forment une corporation au sens du Code civil sous le nom de « Le Comité d'implantation de (*inscrire le nom de la commission scolaire nouvelle*) »; les articles 6 à 9 et 193 à 202 de la Loi de l'instruction publique s'appliquent, *mutatis mutandis*, au comité d'implantation qui doit de plus élire, à sa première séance ou dans les 15 jours qui suivent, un président parmi ses membres; à défaut, il est nommé par le ministre parmi ces membres.

number of commissioners on the committee.

(2) If, as a result of the preceding computation, the total number of commissioners of the founding committee is not attained and if there are existing school boards which have not so been entitled to a commissioner, there shall be allotted, beginning with the existing school board which has the largest number of pupils enrolled and which is not so entitled to a commissioner, one commissioner for each such school board, and so on until the total number of commissioners of the founding committee is attained.

(3) If as a result of the application of the preceding paragraph, the total number of commissioners of the founding committee is not attained, there shall be allotted, taking into account the fractions ignored in paragraph 1 and beginning with the existing school boards which have been entitled to at least one commissioner under that paragraph and which have the largest fractions, one commissioner for each such school board until the total number of commissioners of the founding committee is attained.

(4) The total number of commissioners of an existing school board appointed to the founding committee shall not exceed the total number of commissioners on that school board.

If, within the delay fixed hereinabove, the formation of the founding committee has not been completed by one or other of the existing school boards, the Minister shall provide for it forthwith by applying, *mutatis mutandis*, the formula described in this section.

10. For the purposes of the transitional provisions, the members of each founding committee shall be a corporation within the meaning of the Civil Code called "The founding committee of (*enter the name of the new school board*)"; sections 6 to 9 and 193 to 202 of the Education Act apply, *mutatis mutandis*, to the founding committee, which must also elect, at its first meeting or within the 15 days following, a chairman from among its members; otherwise, he shall be appointed by the Minister from among such members.

Tout comité d'implantation cesse d'exister le 30 juin 1973.

11. Chaque comité d'implantation prend, jusqu'au 30 juin 1973, les mesures préparatoires nécessaires pour assurer la mise en place et le bon fonctionnement de la commission scolaire nouvelle créée dans son territoire.

Il doit notamment, à cette fin :

a) procéder, en collaboration avec les commissions scolaires existantes ayant juridiction sur le territoire de la commission scolaire nouvelle, à l'inventaire des actifs et des passifs de chacune d'elles en vue de l'application des articles 54 et 54a de la Loi de l'instruction publique et, dans le cas où une commission scolaire existante a juridiction à l'extérieur de ce territoire, élaborer un plan de répartition de son actif et de son passif entre les juridictions nouvelles concernées;

b) dresser, en collaboration avec les commissions scolaires existantes, un plan d'intégration de leur personnel au sein de la commission scolaire nouvelle et effectuer les consultations appropriées, auprès des associations les plus représentatives des cadres et autres employés de ces commissions scolaires;

c) préparer, en collaboration avec les commissions scolaires existantes, le budget de la commission scolaire nouvelle pour l'année scolaire 1973/1974 et le soumettre au Conseil selon l'article 621 de la Loi de l'instruction publique;

d) préparer l'élection scolaire de juin 1973 pour la commission scolaire nouvelle. À cette fin et sous réserve de l'article 618 de la Loi de l'instruction publique, les articles 95 à 183, 616 et 617 de ladite loi s'appliquent, *mutatis mutandis*, soit au comité d'implantation pour les dispositions applicables aux commissaires d'écoles, soit au directeur général *pro tempore*, pour les dispositions applicables au secrétaire-trésorier;

e) collaborer avec le Conseil aux fins de l'article 7 de la présente loi;

f) engager à titre provisoire le personnel requis pour l'application du présent article et notamment retenir les services d'un directeur général *pro tempore*.

Every founding committee shall cease to exist on the 30th of June 1973.

11. Each founding committee shall take, until the 30th of June 1973, the necessary preparatory steps to ensure the establishment and proper operation of the new school board created in its territory.

For such purpose, it must in particular:

(a) make, in cooperation with the existing school boards having jurisdiction over the territory of the new school board, an inventory of the assets and liabilities of each of them with a view to the application of sections 54 and 54a of the Education Act and, when an existing school board has jurisdiction outside such territory, prepare a plan for the apportionment of its assets and liabilities among the new jurisdictions concerned;

(b) prepare, in cooperation with the existing school boards, a plan for integrating their staff into the new school board and hold the appropriate consultations with the associations most representative of the senior staff and other employees of such school boards;

(c) prepare, in cooperation with the existing school boards, the budget of the new school board for the 1973/1974 school year and submit it to the Council in accordance with section 621 of the Education Act;

(d) prepare for the school elections of June 1973 for the new school board. For such purpose and subject to section 618 of the Education Act, sections 95 to 183, 616 and 617 of the said act apply, *mutatis mutandis*, either to the founding committee as regards the provisions applicable to school commissioners, or to the interim director-general, as regards the provisions applicable to the secretary-treasurer;

(e) cooperate with the Council for the purposes of section 7 of this act;

(f) engage provisionally the staff required to apply this section and, in particular, retain the services of an interim director-general.

12. Les actes posés par un comité d'implantation ou le Conseil lient chaque commission scolaire nouvelle comme si celle-ci les avaient posés elle-même; l'actif et le passif d'un comité d'implantation deviennent, le 1^{er} juillet 1973, l'actif et le passif de la commission scolaire nouvelle.

13. Les deniers requis pour les fins du comité d'implantation sont pris à même les sommes que les commissions scolaires existantes doivent lui verser ou réserver pour cette fin; ces sommes sont déterminées par le comité d'implantation avec l'approbation du ministre et doivent être prises pour les commissions scolaires existantes dans leur budget de l'année scolaire 1972/1973, amendé selon les modalités déterminées par le ministre qui peut également déterminer les modalités suivant lesquelles s'effectuera l'acquittement des sommes dues par les commissions scolaires existantes au comité d'implantation.

14. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, avant le 1^{er} juillet 1973, exercer les pouvoirs prévus à l'article 90 de la Loi de l'instruction publique pour les commissions scolaires nouvelles visées aux paragraphes 2 à 5 de l'annexe A, en agissant sur la recommandation du comité d'implantation, mais un arrêté adopté à cette fin n'a d'effet qu'à compter du 1^{er} juillet 1973.

15. Le nombre des membres de La Commission des écoles catholiques de Montréal est augmenté jusqu'au 30 juin 1973 de quatre personnes désignées par le lieutenant-gouverneur en conseil sur la recommandation du ministre.

Le quorum de la Commission est alors porté de quatre à six membres.

16. Le mandat des commissaires d'écoles ou membres des commissions scolaires existantes qui sont en fonction le 30 juin 1973 expire au plus tard à cette date. Le mandat des commissaires d'écoles ou membres des commissions scolaires qui expire entre le 1^{er} janvier 1973 et le 30 juin 1973 est prolongé jusqu'au 30 juin 1973.

12. Acts done by a founding committee or the Council shall bind each new school board as if it had done them; the assets and liabilities of a founding committee shall become, on the 1st of July 1973, the assets and liabilities of the new school board.

13. The moneys required for the purposes of the founding committee shall be taken out of the amounts the existing school boards must pay to it or reserve for such purposes; such amounts shall be determined by the founding committee with the approval of the Minister and must be taken for the existing school boards out of their budget for the school year 1972/1973, amended in accordance with the terms and conditions determined by the Minister, who may also determine the terms and conditions of payment of the amounts due by the existing school boards to the founding committee.

14. The Lieutenant-Governor in Council may, before the 1st of July 1973, exercise the powers provided in section 90 of the Education Act for the new school boards contemplated in paragraphs 2 to 5 of Schedule A, acting on the recommendation of the founding committee, but an order made for such purpose shall not have effect until the 1st of July 1973.

15. The number of members of the Montreal Catholic School Commission shall be increased until the 30th of June 1973 by four persons appointed by the Lieutenant-Governor in Council on the recommendation of the Minister.

For such period the quorum of the Commission shall be increased from four members to six.

16. The term of the school commissioners or members of the existing school boards in office on the 30th of June 1973 shall expire not later than that date. The term of the school commissioners or members of school boards which expire between the 1st of January 1973 and the 30th of June 1973 is extended until the 30th of June 1973.

Il est procédé en juin 1973 à l'élection des commissaires d'écoles visés à l'article 616 de la Loi de l'instruction publique conformément au paragraphe *d* de l'article 11 de la présente loi.

17. Une commission scolaire existante est tenue de fournir au comité d'implantation ou au Conseil tout renseignement qu'il lui demande.

18. Une commission scolaire existante doit, chaque fois qu'elle est tenue d'obtenir une autorisation du ministre, transmettre au comité d'implantation et au Conseil une copie de la demande d'autorisation et ces derniers peuvent faire au ministre toute recommandation qu'ils jugent appropriée à ce sujet.

19. Aucune commission scolaire existante ne peut valablement contracter une obligation dont l'effet se prolonge après le 1^{er} juillet 1973 ou qui a effet après cette date, sans l'assentiment du comité d'implantation et du Conseil, ni retenir les services d'une personne sans cet assentiment.

20. L'article 125 de la Loi concernant le regroupement et la gestion des commissions scolaires (1971, chapitre 67) ne s'applique pas aux commissions scolaires nouvelles.

21. L'actif et le passif d'une commission scolaire existante deviennent, le 1^{er} juillet 1973, l'actif et le passif de la commission scolaire nouvelle qui lui succède ou du Conseil, conformément au plan élaboré par le comité d'implantation et le Conseil suivant les articles 7 et 11 de la présente loi. L'article 54*a* de la Loi de l'instruction publique s'applique, le cas échéant.

22. Nonobstant l'article 21 de la présente loi, la dette obligataire des commissions scolaires existantes devient, le 1^{er} juillet 1973, la dette obligataire du Conseil; le principal et les intérêts des obligations émises sont alors à la charge du fonds général du Conseil et des commissions scolaires nouvelles; ces obligations constituent un engagement direct, général

In June 1973 the election of the school commissioners contemplated in section 616 of the Education Act shall take place in accordance with paragraph *d* of section 11 of this act.

17. An existing school board must furnish the founding committee or Council with any information which it requires of it.

18. An existing school board shall, each time it must obtain an authorization from the Minister, send the founding committee and the Council a copy of the application for authorization and such committee or council may make to the Minister any recommendation which it considers appropriate in this respect.

19. No existing school board shall validly contract an obligation the effect of which extends beyond the 1st of July 1973 or which has effect after such date, without the approval of the founding committee and the Council, or retain the services of a person without such approval.

20. Section 125 of the Act respecting the regrouping and management of school boards (1971, chapter 67) does not apply to new school boards.

21. The assets and liabilities of an existing school board shall become, on the 1st of July 1973, the assets and liabilities of the new school board succeeding it or of the Council, in accordance with the plan prepared by the founding committee and the Council in accordance with sections 7 and 11 of this act. Section 54*a* of the Education Act applies, as the case may be.

22. Notwithstanding section 21 of this act, the bonded indebtedness of the existing school boards shall become that of the Council on the 1st of July 1973; the principal and interest on the bonds issued shall then be charged to the general fund of the Council and of the new school boards; such bonds shall constitute a direct, general and unconditional under-

et inconditionnel du Conseil et des commissions scolaires nouvelles et prennent rang concurremment et *pari passu* avec tous les autres engagements généraux du Conseil et des commissions scolaires nouvelles relatifs à des emprunts de deniers. Cependant l'article 12 de la Loi des subventions aux commissions scolaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 237) continue à s'appliquer au Conseil aux lieu et place des commissions scolaires existantes auxquelles il s'est appliqué. L'article 54a de la Loi de l'instruction publique s'applique, le cas échéant, *mutatis mutandis*.

23. Quant aux obligations visées à l'article 22 de la présente loi qui ont été émises pour les fins d'un emprunt remboursable en monnaie étrangère, le Conseil peut, par résolution, autoriser une personne qu'elle désigne à tenir, en dehors du Québec, à ses lieu et place, un registre devant servir à inscrire les noms, prénoms et adresses des détenteurs originaires ou des cessionnaires de ces obligations, le montant, la date d'émission et le numéro de ces obligations ainsi que la date à laquelle l'inscription y est faite.

Une telle résolution doit, pour être valide, être approuvée par la Commission municipale du Québec et, dès qu'elle est ainsi approuvée, les articles 23 à 25 de la Loi des dettes et emprunts municipaux et scolaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 171) cessent de s'appliquer à l'égard des obligations dont il s'agit.

24. Les personnes à l'emploi des commissions scolaires existantes le 30 juin 1973 deviennent, le 1^{er} juillet 1973, des employés soit du Conseil, soit des commissions scolaires nouvelles, conformément aux plans d'intégration dressés par les comités d'implantation et le Conseil, subordonnement aux droits et obligations des commissions scolaires existantes et de leurs employés, et sous réserve, quant aux salariés au sens du Code du Travail et aux associations accréditées pour les représenter, des articles 36 et 37 dudit Code, et quant aux personnes exerçant une fonction pédagogique ou éducative au sens de la Loi de l'instruction publique, des dispositions de cette loi qui les régissent.

taking of the Council of equal rank and *pari passu* with all other undertakings of the Council and new school boards in respect of loans of money. However, section 12 of the School Boards Grants Act (Revised Statutes, 1964, chapter 237) shall continue to apply to the Council in the place and stead of the existing school boards to which it has applied. Section 54a of the Education Act applies, as the case may be, *mutatis mutandis*.

23. Respecting bonds contemplated in section 22 of this act issued for the purposes of a loan redeemable in foreign currency, the Council, by resolution, may authorize the person designated therein to keep, outside the province of Québec, in its place and stead, a register to be used for recording the surnames, given names and addresses of the original holders or of the transferees of such bonds, the amount, date of issue and serial numbers of such bonds and the date when the entry is made in the register.

Such resolution, to be valid, must be approved by the Québec Municipal Commission, and, upon such approval, sections 23 to 25 of the Municipal and School Debt and Loan Act (Revised Statutes, 1964, chapter 171) shall cease to apply with respect to the bonds in question.

24. Persons in the employ of the existing school boards on the 30th of June 1973 shall become employees of either the Council or the new school boards on the 1st of July 1973 in accordance with the integration plan prepared for such purpose by the Council, subject to the rights and obligations of the existing school boards and their employees, and subject, as regards employees within the meaning of the Labour Code and the associations certified to represent them, to sections 36 and 37 of the said Code and, as regards persons holding pedagogical or educational positions within the meaning of the Education Act, to the provisions of such act governing them.

25. Sous réserve des articles 19, 21 et 22 de la présente loi, tous les règlements, résolutions ou ordonnances, conventions, engagements ou actes, faits, passés ou consentis par les commissions scolaires existantes restent en vigueur et conservent leurs effets légaux, tant qu'ils n'ont pas été annulés ou modifiés par le Conseil ou les commissions scolaires nouvelles, selon le cas, ou tant que leur objet n'a pas été accompli; le Conseil ou les commissions scolaires nouvelles, selon le cas, sont substitués pour ces fins aux commissions scolaires existantes.

26. Les articles 624 à 642 de la Onzième partie de la Loi de l'instruction publique ne s'appliquent pas au territoire de la commission scolaire existante de Harwood. Pour ce territoire, la commission scolaire nouvelle de Lakeshore est régie par les dispositions des autres parties de ladite loi concernant la taxation scolaire.

Les articles 591, 592 et 600 à 602 de ladite loi et le paragraphe *d* du deuxième alinéa de l'article 7 de la présente loi s'appliquent *mutatis mutandis* quant à ce territoire et le Conseil, aux fins des mêmes dispositions, tient compte des sommes résultant de cette taxation scolaire pour ladite commission scolaire nouvelle.

Nonobstant l'article 618 de la Loi de l'instruction publique, la commission scolaire nouvelle de Lakeshore est assujettie, quant au territoire de la commission scolaire existante de Harwood, aux articles 237, 238, 367 à 454 et 574 à 579 de ladite loi.

Le paragraphe *e* du deuxième alinéa de l'article 7 de la présente loi ne s'applique pas à ce territoire, au sujet duquel le comité d'implantation de la commission scolaire nouvelle de Lakeshore, pour les fins de l'année scolaire 1973/1974, doit appliquer *mutatis mutandis* les articles 237, 238, 367 à 454 et 574 à 579 de la Loi de l'instruction publique.

27. Sous réserve de l'article 25, la présente loi remplace, à compter du 1^{er} juillet 1973, toutes les dispositions législatives générales ou spéciales applicables à une commission scolaire existante et relatives aux matières visées par la présente loi. Cependant, les lois spéciales

25. Subject to sections 19, 21 and 22 of this act, all by-laws, resolutions, orders, agreements, undertakings or deeds made, entered into or passed by the existing school boards shall remain in force and retain their legal effect until annulled or amended by the Council or the new school boards as the case may be or until their object has been attained, and for such purposes the Council or the new school boards as the case may be shall be substituted for the existing school boards.

26. Sections 624 to 642 of Part XI of the Education Act do not apply to the territory of the existing Harwood School Board. In respect of such territory, the new Lakeshore School Board is governed by the provisions of the other Parts of the said act concerning school taxes.

Sections 591, 592 and 600 to 602 of the said act and subparagraph *d* of the second paragraph of section 7 of this act apply *mutatis mutandis* in respect of such territory, and the Council for the purposes of such provisions shall take account of the proceeds of such school tax for such new school board.

Notwithstanding section 618 of the Education Act, the new Lakeshore School Board is subject, in respect of the territory of the existing Harwood School Board, to sections 237, 238, 367 to 454 and 574 to 579 of the said act.

Subparagraph *e* of the second paragraph of section 7 of this act does not apply to such territory, regarding which the founding committee of the new Lakeshore School Board for the purposes of the school year 1973/1974 shall apply, *mutatis mutandis*, sections 237, 238, 367 to 454 and 574 to 579 of the Education Act.

27. Subject to section 25, this bill replaces, from the 1st of July 1973, all the general or special legislative provisions applicable to an existing school board and relating to the matters contemplated by this act. However, the special acts governing pension funds and

régiissant les fonds de pension et les assurances conservent leur effet.

Sans restreindre la généralité de l'alinéa qui précède, les articles 23 à 33 du chapitre 16 des lois de 1869, l'article 2 du chapitre 38 des lois de 1915, le chapitre 28 des lois de 1916 (2^e session), le chapitre 37 des lois de 1919, le chapitre 44 des lois de 1922 (2^e session), le chapitre 45 des lois de 1925 à l'exclusion de l'article 32*a*, l'article 2 du chapitre 46 des lois de 1929, le chapitre 63 des lois de 1930/1931, les articles 1 à 6 du chapitre 65 des lois de 1937, l'article 4 du chapitre 73 des lois de 1939, les chapitres 80, 81 et 86 des lois de 1947, les articles 1 à 3 du chapitre 80 des lois de 1950, l'article 2 du chapitre 128 des lois de 1956/1957, les articles 1 à 15 du chapitre 53 des lois de 1957/1958, les articles 8 et 9 du chapitre 172 des lois de 1959/1960 et le chapitre 75 des lois de 1964 ainsi que les lois qui les ont amendés ou remplacés cessent d'avoir effet à compter du 1^{er} juillet 1973 par suite de l'application de la présente loi.

insurance shall retain their effect.

Without restricting the generality of the foregoing paragraph, sections 23 to 33 of chapter 16 of the statutes of 1869, section 2 of chapter 38 of the statutes of 1915, chapter 28 of the statutes of 1916 (2nd session), chapter 37 of the statutes of 1919, chapter 44 of the statutes of 1922 (2nd session), chapter 45 of the statutes of 1925 excluding section 32*a*, section 2 of chapter 46 of the statutes of 1929, chapter 63 of the statutes of 1930/1931, sections 1 to 6 of chapter 65 of the statutes of 1937, section 4 of chapter 73 of the statutes of 1939, chapters 80, 81 and 86 of the statutes of 1947, sections 1 to 3 of chapter 80 of the statutes of 1950, section 2 of chapter 128 of the statutes of 1956/1957, sections 1 to 15 of chapter 53 of the statutes of 1957/1958, sections 8 and 9 of chapter 172 of the statutes of 1959/1960 and chapter 75 of the statutes of 1964 and the acts which have amended or replaced them cease to have effect from the 1st of July 1973 as a result of the application of this act.

DIVERS

28. L'article 12 de la Loi du crédit agricole (Statuts refondus, 1964, chapitre 108), modifié par l'article 8 du chapitre 41 des lois de 1969, est de nouveau modifié en insérant, dans la troisième ligne du premier alinéa, après le mot « scolaire », les mots « , le Conseil scolaire de l'île de Montréal ».

29. L'article 1 du Code du Travail (Statuts refondus, 1964, chapitre 141), modifié par l'article 76 du chapitre 14 des lois de 1965 (1^{re} session) et par l'article 18 du chapitre 14, l'article 10 du chapitre 20, l'article 2 du chapitre 47 et l'article 1 du chapitre 48 des lois de 1969, est de nouveau modifié en ajoutant, à la fin du sous-paragraphe 1^o du paragraphe *n*, les mots « et le Conseil scolaire de l'île de Montréal ».

30. L'article 8 de la Loi du salaire minimum (Statuts refondus, 1964, chapitre 144), est modifié en ajoutant, dans la quatrième ligne du troisième alinéa, après le

MISCELLANEOUS

28. Section 12 of the Farm Credit Act (Revised Statutes, 1964, chapter 108), amended by section 8 of chapter 41 of the statutes of 1969, is again amended by inserting after the words "school corporations" in the third line of the first paragraph the words " , the School Council of the island of Montreal".

29. Section 1 of the Labour Code (Revised Statutes, 1964, chapter 141), amended by section 76 of chapter 14 of the statutes of 1965 (1st session) and by section 18 of chapter 14, section 10 of chapter 20, section 2 of chapter 47, and section 1 of chapter 48 of the statutes of 1969, is again amended by adding at the end of subparagraph 1 of paragraph *n* the words "and the School Council of the island of Montreal".

30. Section 8 of the Minimum Wage Act (Revised Statutes, 1964, chapter 144) is amended by adding after the word "corporations" in the first and second lines

mot « scolaires », les mots « , le Conseil scolaire de l'île de Montréal ».

31. L'article 2 de la Loi des accidents du travail (Statuts refondus, 1964, chapitre 159), est modifié en ajoutant, à la fin du sous-paragraphe *b* du paragraphe 2, les mots « et le Conseil scolaire de l'île de Montréal ».

32. L'article 7 de ladite loi est modifié:

a) en ajoutant, dans la quatrième ligne du paragraphe 4, après le mot « scolaire », les mots « ou contre le Conseil scolaire de l'île de Montréal »;

b) en ajoutant, dans la dixième ligne du paragraphe 4, après le mot « intéressée », les mots « ou au Conseil scolaire de l'île de Montréal ».

33. L'article 1 de la Loi de la Commission municipale du Québec (Statuts refondus, 1964, chapitre 170), modifié par l'article 1 du chapitre 55 des lois de 1965 (1^{re} session) et par l'article 1 du chapitre 45 des lois de 1970, est de nouveau modifié:

a) en retranchant, dans les dixième et onzième lignes du paragraphe 3°, les mots « sous réserve du dernier alinéa des articles 34 et 92 »;

b) en ajoutant, dans la douzième ligne du paragraphe 3°, après les mots « ne comprend pas », les mots « le Conseil scolaire de l'île de Montréal et les commissions scolaires sous sa juridiction. »;

c) en retranchant les sous-paragraphe *a* et *b* du paragraphe 3°.

34. L'article 34 de ladite loi est modifié en retranchant le dernier alinéa.

35. L'article 92 de ladite loi est modifié en retranchant le dernier alinéa.

36. L'article 15 de la Loi des dettes et emprunts municipaux et scolaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 171) est modifié en insérant, dans la quatrième ligne du premier alinéa, après les mots « la régit », les mots « ou le Conseil scolaire de l'île de Montréal ».

of the third paragraph the words “, the School Council of the island of Montreal”.

31. Section 2 of the Workmen's Compensation Act (Revised Statutes, 1964, chapter 159) is amended by adding at the end of paragraph *b* of subsection 2 the words “and the School Council of the island of Montreal”.

32. Section 7 of the said act is amended:

(a) by adding after the word “corporation” in the fourth line of subsection 4 the words “or the School Council of the island of Montreal”;

(b) by adding after the word “concerned” in the eleventh line of subsection 4 the words “or the School Council of the island of Montreal”.

33. Section 1 of the Municipal Commission Act (Revised Statutes, 1964, chapter 170), amended by section 1 of chapter 55 of the statutes of 1965 (1st session) and by section 1 of chapter 45 of the statutes of 1970, is again amended:

(a) by striking out the words “subject to the last paragraph of sections 34 and 92” in the tenth and eleventh lines of paragraph 3;

(b) by adding after the word “include” in the twelfth line of paragraph 3 the words “the School Council of the island of Montreal and the school boards under its jurisdiction.”;

(c) by striking out subparagraphs *a* and *b* of paragraph 3.

34. Section 34 of the said act is amended by striking out the last paragraph.

35. Section 92 of the said act is amended by striking out the last paragraph.

36. Section 15 of the Municipal and School Debt and Loan Act (Revised Statutes, 1964, chapter 171) is amended by inserting after the word “governed” in the third line of the first paragraph the words “or the School Council of the island of Montreal”.

37. L'article 16 de ladite loi est modifié en ajoutant, dans la septième ligne, après le mot « écoles », les mots : « , le Conseil scolaire de l'île de Montréal, ».

38. L'article 21 de ladite loi est modifié :

a) en ajoutant, dans la sixième ligne du paragraphe 1°, après le mot « écoles », les mots « , le Conseil scolaire de l'île de Montréal » ;

b) en ajoutant dans la deuxième ligne du paragraphe 2°, après le mot « municipal », les mots « , du Conseil scolaire de l'île de Montréal ».

39. L'article 23 de ladite loi est modifié en ajoutant, dans la deuxième ligne, après le mot « scolaire », les mots « ou le Conseil scolaire de l'île de Montréal ».

40. L'article 25a de ladite loi, édicté par l'article 1 du chapitre 50 des lois de 1968, est modifié en ajoutant, dans la deuxième ligne du premier alinéa, après le mot « scolaire », les mots « ou le Conseil scolaire de l'île de Montréal ».

41. L'article 35 de ladite loi est modifié en ajoutant, dans la deuxième ligne, après le mot « scolaire », les mots « ou le Conseil scolaire de l'île de Montréal ».

42. L'article 41 de ladite loi est modifié en ajoutant, dans la quatrième ligne, après le mot « scolaire », les mots « , ou le Conseil scolaire de l'île de Montréal ».

43. L'article 14 de la Loi des subventions aux commissions scolaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 237), remplacé par l'article 5 du chapitre 65 des lois de 1966/1967, est modifié en remplaçant dans les quatre premières lignes les mots « La Commission des écoles catholiques de Montréal, le Bureau métropolitain des écoles protestantes de Montréal » par les mots « Le Conseil scolaire de l'île de Montréal pour les commissions scolaires sous sa juridiction ».

37. Section 16 of the said act is amended by adding after the word "trustees" in the seventh line the words " , the School Council of the island of Montreal, ".

38. Section 21 of the said act is amended :

(a) by adding after the word "trustees" in the sixth line of paragraph 1 the words " , the School Council of the island of Montreal " ;

(b) by adding after the word "council" in the second line of paragraph 2 the words " , of the School Council of the island of Montreal ".

39. Section 23 of the said act is amended by adding after the word "corporation" in the first and second lines the words "or the School Council of the island of Montreal".

40. Section 25a of the said act, enacted by section 1 of chapter 50 of the statutes of 1968, is amended by adding after the word "corporation" in the second line of the first paragraph the words "or the School Council of the island of Montreal".

41. Section 35 of the said act is amended by adding after the word "corporation" in the first line the words "or the School Council of the island of Montreal".

42. Section 41 of the said act is amended by adding after the word "board" in the third line the words " , or the School Council of the island of Montreal ".

43. Section 14 of the School Boards Grants Act (Revised Statutes, 1964, chapter 237), replaced by section 5 of chapter 65 of the statutes of 1966/1967, is amended by replacing the words "The Montreal Catholic School Commission, the Protestant School Board of Greater Montreal" in the first three lines by the words "The School Council of the island of Montreal for the school boards under its jurisdiction".

44. L'article 7 de la Loi des syndicats coopératifs (Statuts refondus, 1964, chapitre 294) est modifié en ajoutant, dans les deuxième et troisième lignes, après le mot « scolaires », les mots « , le Conseil scolaire de l'île de Montréal ».

45. L'article 40 de ladite loi est modifié en ajoutant, dans la quatorzième ligne du deuxième alinéa, après le mot « province », les mots « ou du Conseil scolaire de l'île de Montréal ».

46. L'article 1 de la Loi pour assurer le progrès de l'éducation (1946, chapitre 21), modifié par l'article 1 du chapitre 32 des lois de 1947, est de nouveau modifié en ajoutant à la fin du paragraphe *b* les mots « ou le Conseil scolaire de l'île de Montréal ».

47. L'article 23 de la Charte de la Caisse de dépôt et placement du Québec (1965, 1^{re} session, chapitre 23), modifié par l'article 6 du chapitre 27 des lois de 1969, est de nouveau modifié en ajoutant, dans la troisième ligne du premier alinéa, après le mot « province », les mots « ou du Conseil scolaire de l'île de Montréal ».

48. L'article 1 du Régime de retraite des enseignants (1965, 1^{re} session, chapitre 68), modifié par l'article 1 du chapitre 64 des lois de 1966/1967 et par l'article 1 du chapitre 56 des lois de 1970, est de nouveau modifié en insérant, dans la neuvième ligne du paragraphe *b*, après le mot « Montréal », les mots « le Conseil scolaire de l'île de Montréal ».

49. L'article 27 de la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre (1969, chapitre 51) est modifié en insérant, dans la troisième ligne du premier alinéa, après le mot « scolaires », les mots « , le Conseil scolaire de l'île de Montréal ».

50. Les articles 585, 588, 590 à 593, 595, 596, 600 à 603, 609 à 611, 616 à 643 de la Loi de l'instruction publique, les articles 20 et 26, le paragraphe *b* de l'article 33 et l'article 43 de la présente loi ont effet aux fins de l'année scolaire 1973/1974 et des années scolaires subséquentes.

44. Section 7 of the Cooperative Syndicates Act (Revised Statutes, 1964, chapter 294) is amended by adding after the word "boards" in the first line the words " , the School Council of the island of Montreal".

45. Section 40 of the said act is amended by adding after the word "Province" in the thirteenth line of the second paragraph the words "or the School Council of the island of Montreal".

46. Section 1 of the Act to insure the progress of education (1946, chapter 21), amended by section 1 of chapter 32 of the statutes of 1947, is again amended by adding at the end of paragraph *b* the words "or the School Council of the island of Montreal".

47. Section 23 of the Charter of the Québec Deposit and Investment Fund (1965, 1st session, chapter 23), amended by section 6 of chapter 27 of the statutes of 1969, is again amended by adding after the word "Province" in the third line of the first paragraph the words "or of the School Council of the island of Montreal".

48. Section 1 of the Teachers Pension Plan (1965, 1st session, chapter 68), amended by section 1 of chapter 64 of the statutes of 1966/1967 and by section 1 of chapter 56 of the statutes of 1970, is again amended by inserting after the word "Commission" in the seventh line of paragraph *b* the words "the School Council of the island of Montreal".

49. Section 27 of the Manpower Vocational Training and Qualification Act (1969, chapter 51) is amended by inserting after the word "corporations" in the third line of the first paragraph the words " , the School Council of the island of Montreal".

50. Sections 585, 588, 590 to 593, 595, 596, 600 to 603, 609 to 611 and 616 to 643 of the Education Act, and sections 20 and 26, paragraph *b* of section 33 and section 43 of this act have effect for the purposes of the 1973/1974 school year and the subsequent school years.

51. Sous réserve de l'article 50, la présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

51. Subject to section 50, this act shall come into force on the day of its sanction.

« ANNEXE A

Municipalités scolaires pour catholiques

Les municipalités scolaires suivantes sont établies pour catholiques au sens de l'article 49 de la Loi de l'instruction publique qui s'applique à elles *mutatis mutandis*; ces municipalités scolaires sont sous l'autorité des commissions scolaires ci-après mentionnées.

1. *La municipalité scolaire de Montréal*, constituée du territoire actuel de La Commission des écoles catholiques de Montréal.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de La Commission des écoles catholiques de Montréal qui est maintenue.

2. *La municipalité scolaire de l'est de Montréal*, constituée par la fusion des municipalités scolaires de Ville d'Anjou, de Montréal-Est, de Pointe-aux-Trembles et de Saint-Léonard de Port-Maurice.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la Commission scolaire numéro 2, qui succède de plus aux droits et obligations de la commission scolaire régionale Le Royer.

3. *La municipalité scolaire de l'ouest de Montréal*, constituée par la fusion des municipalités scolaires de la cité de Dorval, de Baldwin-Cartier, du village de Sainte-Anne-de-Bellevue, de l'Île Bizard, et par l'annexion du territoire de la cité de Pierrefonds, lequel est détaché de la municipalité scolaire de Saint-Laurent.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la Commission scolaire numéro 3.

4. *La municipalité scolaire du centre-sud de Montréal*, constituée par la fusion des municipalités scolaires de La Salle, de la cité de Lachine, de Très-Saint-Sacrement, et de Saint-Pierre-aux-Liens.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la Commission scolaire numéro 4.

5. *La municipalité scolaire du centre-nord de Montréal*, constituée par la fusion

“SCHEDULE A

School municipalities for Catholics

The following school municipalities are established for Catholics within the meaning of the Education Act, which applies to them *mutatis mutandis*; these school municipalities shall be under the authority of the school boards hereinafter mentioned.

1. *The school municipality of Montreal*, consisting of the existing territory of the Montreal Catholic School Commission.

This school municipality shall be under the authority of the Montreal Catholic School Commission, which is maintained in existence.

2. *The school municipality of east Montreal*, constituted by the union of the school municipalities of the town of Anjou, Montreal-East, Pointe-aux-Trembles and Saint-Léonard de Port-Maurice.

This school municipality shall be under the authority of School Board No. 2, which also succeeds in the rights and obligations of the Royer regional school board.

3. *The school municipality of west Montreal*, constituted by the union of the school municipalities of the city of Dorval, Baldwin-Cartier, the village of Sainte-Anne-de-Bellevue and Île Bizard, and by the annexation of the territory of the city of Pierrefonds, which is detached from the school municipality of Saint-Laurent.

This school municipality shall be under the authority of School Board No. 3.

4. *The school municipality of south centre Montreal*, constituted by the union of the school municipalities of La Salle, the city of Lachine, Très-Saint-Sacrement and Saint-Pierre-aux-Liens.

This school municipality shall be under the authority of School Board No. 4.

5. *The school municipality of north centre Montreal*, constituted by the union

des municipalités scolaires de la cité d'Outremont, de Mont-Royal et du résidu de la municipalité scolaire de Saint-Laurent.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la Commission scolaire numéro 5.

6. *La municipalité scolaire de Verdun*, constituée du territoire actuel de La Commission des Écoles catholiques de Verdun.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la Commission des écoles catholiques de Verdun, qui est maintenue.

of the school municipalities of the city of Outremont, Mount-Royal and the remainder of the school municipality of Saint-Laurent.

This school municipality shall be under the authority of School Board No. 5.

6. *The school municipality of Verdun*, consisting of the existing territory of the Verdun Catholic School Commission.

This school municipality shall be under the authority of the Verdun Catholic School Commission, which is maintained in existence.

ANNEXE B

Municipalités scolaires pour protestants

Les municipalités scolaires suivantes sont établies pour protestants au sens de l'article 49 de la Loi de l'instruction publique qui s'applique à elles *mutatis mutandis*; ces municipalités scolaires sont sous l'autorité des commissions scolaires ci-après mentionnées.

1. *La municipalité scolaire du Grand Montréal*, constituée par le maintien de la municipalité scolaire du Bureau des commissaires d'écoles protestants de la Ville de Montréal à laquelle sont annexées les municipalités scolaires des autres corporations scolaires membres du Bureau métropolitain des écoles protestantes de Montréal.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité du Bureau des commissaires d'écoles protestants de la Ville de Montréal qui est maintenu, mais dont le nom est changé en celui de Bureau des écoles protestantes du Grand Montréal et qui succède de plus aux droits et obligations du Bureau métropolitain des écoles protestantes de Montréal.

2. *La municipalité scolaire de Lakeshore*, constituée par la fusion des municipalités scolaires de Baie d'Urfé-Senneville, de West Island et de Harwood.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la Commission scolaire de Lakeshore, qui succède de plus aux droits et obligations de la commission scolaire régionale Lakeshore. »

SCHEDULE B

School municipalities for Protestants

The following school municipalities are established for Protestants within the meaning of section 49 of the Education Act, which applies to them *mutatis mutandis*; these school municipalities shall be under the authority of the school boards hereinafter mentioned.

1. *The school municipality of Greater Montreal*, constituted by the maintenance in existence of the school municipality of The Protestant Board of School Commissioners of the City of Montreal to which are annexed the school municipalities of the other school corporations that are members of the Protestant School Board of Greater Montreal.

This school municipality is under the authority of The Protestant Board of School Commissioners of the City of Montreal which is maintained in existence, while its name becomes the Protestant School Board of Greater Montreal, and it succeeds to the rights and obligations of the Protestant School Board of Greater Montreal.

2. *The school municipality of Lakeshore*, constituted by the union of the school municipalities of Baie d'Urfé-Senneville, West Island and Harwood.

This school municipality shall be under the authority of the Lakeshore School Board, which also succeeds in the rights and obligations of the Lakeshore regional school board."